

Édito

LA TÊTE DE LA MANIF A déjà passé le pont du Corbeau, le pont Saint-Nicolas est noir de monde et la queue de la manif n'est pas encore à l'Homme de fer. Tu as vu ? Tu te rends compte, c'est la 7e manif ! Oui, j'avais vu et aussi que la vieille camarade Suzanne, assise à l'arrêt du tram, n'attendait pas la prochaine rame mais avait tenu, malgré ses mauvaises jambes, à être là. Intérieurement, je trouvais que les trajets étaient de plus en plus longs et le piétinement fatigant, mais il fallait me rendre à l'évidence : les trajets dépendent aussi du nombre de manifestants. Il faut que le cortège puisse démarrer. Tant pis pour les courbatures, on va devenir des sportifs bien entraînés. De toute façon on oublie sa lassitude en causant avec l'un ou l'autre de ceux qu'on n'a pas vus depuis longtemps et en traînant d'une banderole à l'autre. On se donne rendez-vous à la prochaine, avec un petit serrement de cœur car la situation est tendue, l'avenir incertain, lourd de potentialités ou de menaces. Une série de mobilisations d'une telle ampleur, pleines d'unité, de détermination et de joyeuse dignité peut-elle disparaître de la mémoire ? Le soir, à

la radio ou la télé, le commentaire fréquent, le mot d'ordre bling-bling, c'était : « Le mouvement s'essouffle, il n'y a plus qu'un million et demi de personnes dans la rue ! » Mais qui a jamais réuni tant de personnes sept fois de suite ? Ces journalistes n'ont visiblement jamais fait grève, ni leurs parents : ils y voient une forme de la société spectacle, où l'exploit doit toujours être surpassé. Décidément, quand je vois ce que je vois, quand j'entends ce que j'entends, je me dis que les historiens du mouvement social sont éminemment nécessaires. Je ne sais pas comment ils rendront compte de cette année 2010 parce que la séquence n'est pas close mais j'espère qu'ils auront à cœur de décrire l'élan de solidarité entre les générations et le désir de justice qui anime le peuple ces jours-là descendu dans les rues de sa ville. On disait le mouvement social abattu, défait par un pouvoir cynique et autoritaire. Quelque chose vient de changer. Il y aura forcément une suite. Et nous la verrons, puisque nous vivons plus longtemps !

Françoise Olivier-Utard
Présidente

Décembre 2010

Sommaire

Édito

Par Françoise Olivier-Utard 1

Journées de juin 2010 : communications

Trajectoires militantes
des socialistes du Bas-Rhin 2

Le KP-O 1929-1935,
puis Arbeiter-und Bauern
Partei 1935-1939.
Itinéraires militants. 5

Cadres des fédérations
communistes du Haut-Rhin
et du Bas-Rhin 11

Trajectoires militantes PSU
en Alsace 14

La JOC et la JOCF en Alsace
jusqu'en 1945 16

Colloque

Autour des chantiers
du « Maitron »,
Paris, 7-8 décembre 5

Agenda 20

Renseignements pratiques

Adresses 20
Bulletin d'adhésion 20

Trajectoires militantes : les socialistes du Bas-Rhin

Le fonds Maitron est la base principale de cette étude, centrée sur les trajectoires de 39 militants socialistes, des plus modestes, tels Emile Edel (1873–1956) à qui la Presse Libre décerne le titre de « véritable Ratzedoerffler » à des célébrités de l'importance de Jacques Peirottes ou Marcel Edmond Naegelen.

Sans vouloir faire œuvre, réellement, de prosopographie, j'ai étoffé ce fonds constitué aujourd'hui de 25 biographies, de 9 entrées supplémentaires tirées de la *Presse Libre d'Alsace*, où se multiplient, dans les années cinquante, les notices nécrologiques ou les annonces d'anniversaire, renforcées par cinq autres extraites d'articles du *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne*¹. Même si l'effectif reste mince, cela a quand même permis de constituer une banque de données et de réaliser un tableau comparatif², utile pour discerner les évolutions du parti. Tous les militants étudiés ici ont été actifs avant les congrès d'Issy-les-Moulineaux et d'Epinay, fondateurs du Parti Socialiste actuel.

Trajectoires diverses, mais forte cohérence géographique : si le lieu de naissance est pris comme référence, les Strasbourgeois représentent plus de 50% de l'effectif à eux seuls³. Si on leur adjoint les villes de banlieue (Schiltigheim, Bischheim, Illkirch) et les communes rhénanes bien reliées à la capitale régionale par le chemin de fer de Lauterbourg (Gambenheim, Drusenheim, Roeschwoog), on passe à près de 75%⁴. Les origines plus lointaines se résument au Grand Est, un Orient bien proche : Belfort, Nancy, les Vosges ; il s'agit de fonctionnaires comme Gilbert Gonand, voire de futurs ministres comme le professeur d'École Normale Marcel Edmond Naegelen qui arrive de

Belfort en 1919⁵. Le tropisme strasbourgeois est encore accentué si on se fie au lieu principal d'activité : les trois quart des socialistes bas-rhinois travaillent en cette ville⁶ ! Il y a bien quelques socialistes à Bischwiller, à Erstein, Sélestat ou Molsheim, mais le socialisme bas-rhinois est, d'abord, strasbourgeois. Il le reste, d'ailleurs, aujourd'hui.

Stabilité et cohérence, donc, en géographie. Pas du tout en histoire. Ce qui se dessine, en ce domaine, ce sont plutôt des ruptures, des éclatements. Cela a sans doute existé ailleurs, mais, dans le Bas-Rhin, les trajectoires militantes paraissent tourmentées par l'événementiel du siècle, marquées par des changements de cap brutaux. En fait, trois périodes, trois générations différentes s'individualisent. Le premier XX^e siècle (1900–1920) est une période de force, de puissance, pour le SPD local devenu SFIO après la guerre. L'entre-deux-guerres et la seconde guerre mondiale (1920–1944) sont marqués par les luttes, les affrontements. Enfin les Trente Glorieuses (1944 – fin des années 60) sont, pour les socialistes locaux, plutôt celles d'un certain repli, d'un déclin électoral et militant.

En tout cas, quand le conseiller général Michel Heysch ouvre le Congrès SFIO de Strasbourg en février 1920, au nom des fédérations d'Alsace et de Moselle, il peut s'enorgueillir de leurs 12 000 militants, 112 000 électeurs, et 150 000 syndiqués⁷ « qui viennent renforcer la grande armée socialiste de France »⁸. Le Bas-Rhin à lui seul compte à ce moment là 5 000 militants.

Cette force, le socialisme la doit essentiellement à ceux que la *Presse Libre*⁹ des années 1950 appelle « la vieille garde ». C'est la génération des premiers Alsaciens à entrer dans un SPD fondé par d'autres

qu'eux : quand le jeune Peirottes rentre de sa *Gesellenfahrt*¹⁰ en Autriche, où il est devenu socialiste, il trouve un SPD formé surtout de tailleurs, de cordonniers, de tailleurs de pierre souvent originaires des régions d'outre Rhin où s'affrontent le badois Böhle et le polonais Brzostewicz^{11 12}. Ce sont eux qui vont faire vivre le parti et l'aider à surmonter le cap difficile de 1918 qui, comme ailleurs en Alsace, provoque tout d'abord la fuite des *Alt-deutschen*, anciens cadres du Parti¹³, englobés dans l'expulsion massive des Allemands de souche.

Cette « vieille garde » adhère en 1890, comme le futur maire de Strasbourg déjà cité, ou son ami Robert Ott, soit un peu après Auguste Dorsi et Michel Heysch. Peu après arrivent Eugène Imbs (1896), et Laurent Meyer (1897), auxquels on peut adjoindre ceux qui rentrent peu avant la guerre, Charles Hincker (1911) ou Auguste Bockel (1907). Marcel Edmond Naegelen rentre, lui, en 1910, à l'âge de dix-huit ans, mais il le fait à Paris, à la SFIO de Jean Jaurès.

La « vieille garde » est un groupe sociologiquement bien marqué : parmi les quinze socialistes recensés dans les années 1900–1910, il y a sept typographes, trois cheminots de Bischheim ou de Hausbergen, un menuisier, un charpentier, un ouvrier communal, un métallo et un journaliste de profession¹⁴. Les métiers du Livre émergent dans un groupe typique de ce qu'on pourrait appeler l'aristocratie ouvrière.

10 Le voyage du compagnon, l'équivalent du Tour de France des compagnons français

11 Cela ne semble d'ailleurs guère lui plaire car il adhère quelques temps à l'Association Ouvrière Catholique.

12 Stephan Fischer, *Goethe, Bebel und Zola, Lehr und Wanderjahre des strassburger Sozialisten Jacques Peirottes in Europa, Grenzregionen im Zeitalter des Nationalismus*, Schriften des Italienisch- Deutschen Historischen Instituts in Trient, Band 12, 1993 (édité également en italien).

13 Böhle, par exemple, s'établit au pays de Bade, et cesse toute activité politique. Dans le Haut-Rhin, Emmel, après avoir fait campagne pour une Alsace-Lorraine indépendante, s'enfuit de Mulhouse après avoir saboté les rotatives de la *Mülhauser-Zeitung*. Il tente même de siéger à Weimar comme représentant d'Alsace-Lorraine.

14 Georges Weill

5 Sa famille était d'origine alsacienne.

6 30 sur 39, 35 sur 39 si on ajoute Schiltigheim et Bischheim.

7 Associer socialistes et syndicalistes lui semble tout à fait normal, ce qui n'est pas l'avis de la CGT par exemple.

8 Parti Socialiste (SFIO), *17^e Congrès National*, tenu à Strasbourg les 25, 26, 27, 28 et 29 février 1920, Compte rendu sténographique

9 Le journal socialiste bas-rhinois *Freie Presse*, puis *Presse Libre*.

1 *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne*, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, dirigé par C. Baechler et J.-P. Kintz, 1984.

2 Sous format Microsoft Office Excel.

3 20 sur 39.

4 27 sur 39.

De plus, l'appartenance au parti va toujours de pair avec la syndicalisation, l'appartenance aux syndicats allemands très spécialisés (*Buchdrucker*, relieur.), puis la CGT après 1918. C'est, déjà, une particularité locale, l'adhésion au parti ne va pas sans l'entrée dans le mouvement ouvrier¹⁵.

C'est un monde très riche, marqué par les traditions ouvrières : Robert Ott, né en 1868 fait le même « Tour » de typographe, d'*Waltz*¹⁶, que Jacques Peirottes et en revient, comme lui, « rot geschmiedet ». Il ramène d'ailleurs du voyage de la littérature syndicale et politique de contrebande, peu appréciée par la police du Reichsland. Les ouvriers du Livre lisent Marx, Bebel.

C'est aussi un monde où les loisirs collectifs jouent un grand rôle : le bistrot est, bien sûr, le lieu principal de rencontre. A Bischwiller les deux cent sympathisants locaux se retrouvent dès 1898 à la Cave Profonde¹⁷, puis au *Münchner Kindl*, font des excursions en forêt de Gries¹⁸. A Strasbourg, le parti a son *Biergarten*, quai Koch, « où avaient lieu les concerts, les réunions de cyclistes SPD », et chaque 1er mai comprend un meeting, bien fréquenté, « dans le bâtiment de l'ancienne gare, avec buffet « *aufeigener Regie* » et une sortie dans la forêt du Neuhaus, exceptionnellement au Fuchs-am-Buckel en 1905 »¹⁹.

Willy Schneider, typographe, entré dans la Jeune Garde²⁰ en 1906, chante dans la chorale Typographia, et est membre de l'association de gymnastique ouvrière basée au

restaurant « Au Soleil ». Le Neudorfer Emile Edel²¹ fonde la société de gymnastique « L'Égalité » plus tard présidée par Charles Hincker. Albert Merschein, futur dirigeant de la section Jules Guesde de Neudorf s'investit dans le football.

On pourrait multiplier les exemples, il y a bien là un monde, une sociabilité ouvrière où Georges Weill, le journaliste, docteur en sciences économiques et politiques, élu député à Metz en 1912, fait un peu figure d'intellectuel atypique, bilingue dans une société massivement germanophone²².

Les années d'entre-deux-guerres sont des années d'épreuves multiples pour ce groupe : dissensions autour du *Arbeiter und Soldatenrat* de Strasbourg, et du retour à la France, éclatement du Parti après le Congrès de Tours, dérive autonomiste, puis en partie pro-nazie du Parti Communiste d'Alsace Lorraine. C'est une période agitée, sans même parler de la seconde guerre mondiale.

Les socialistes bas-rhinois sont un peu les maîtres d'œuvre du retour à la France. Peirottes, francophile de toujours, manœuvre avec beaucoup d'habileté et va réussir, dans ces circonstances difficiles à assurer une transition pacifique à Strasbourg, au moment où Mulhouse accueille avec beaucoup d'enthousiasme les troupes françaises. Un moment tenté par l'entrée²³ dans le gouvernement parlementaire de René Hauss, il succède à Rudolf Schwander²⁴, démissionnaire depuis octobre 1918, au poste de maire de Strasbourg, investi par un conseil municipal élu sous le Reichsland. Le député de Colmar est donc à ce moment le dernier maire allemand de la ville. Il va organiser un nouveau pouvoir, dirigeant en même temps le tout nouveau Conseil National formé le 12 novembre par les députés alsaciens et lorrains²⁵ au Landtag²⁶. C'est avec

une double légitimité qu'il accueille solennellement les soldats français du 22 novembre 1918 et qu'il écoute Poincaré proclamer le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France. Ce qui est encore plus étonnant c'est que le dernier maire allemand de la ville va très vite devenir le second maire français : il est certes déposé par l'autorité française le 1^{er} décembre au moment de la création d'une commission municipale provisoire, que l'on confie au notable strasbourgeois Ungemach²⁷, mais il l'assiste comme vice-président, et lui succède tout naturellement au printemps 1919²⁸.

Si Peirottes a fait preuve à ce moment d'un sang-froid et d'une habileté politique hors du commun, éliminant sans heurts graves un Conseil d'ouvriers et de Soldats balayé par la défaite, et participant à ce qu'A. Wahl nomme « l'éblouissement tricolore »²⁹, ce succès ne renforce paradoxalement pas la SFIO bas-rhinoise ; rivalités et oppositions internes apparaissent déjà au Congrès de Strasbourg³⁰ et sont à l'origine de l'affaiblissement du parti qui sort minoritaire du Congrès de Tours : à peine mille militants choisissent de rester dans « la vieille maison » de Léon Blum, quand quatre mille suivent Charles Hueber, l'ancien dirigeant du Conseil de Strasbourg, à la Section Française de l'Internationale Communiste³¹. La même scission s'opère d'ailleurs dans les milieux syndicaux, la scission locale³² précédant parfois la scission nationale en CGT et CGTU. La SFIO réussit de justesse à garder la propriété du journal du parti, *La Freie Presse*.

15 On rentre le plus souvent d'abord au syndicat, puis au parti, ou presque en même temps.

16 Un autre exemple dans Charlotte Herfray, *Emil, ou les héritiers sans testament*, BF Editions, 2008

17 Jean-Pierre Hirsch, *Vie de bistrot en Alsace*, L'Harmattan, 2010

18 Le 1^{er} mai 1904, ibidem

19 Tous ces renseignements m'ont été amicalement transmis par Jean Pierre Hirsch d'après les archives du Bas Rhin, *Rapport du commissaire Keller*, (Commissaire, 2.5.1898, A.B.R., 87AL614) : Le 2 mai 1898, à l'Ancienne Gare de Strasbourg, à l'occasion de la fête, s'étaient rassemblées, d'après ce commissaire, 1800 à 1900 personnes, dont la moitié de femmes et d'enfants. Ces personnes ont bu 25,5 hectolitres de bière.

20 Les Jeunesses Socialistes

21 Communément appelé *Unkel*

22 Peirottes a appris, lui-même, le français.

23 Le parti s'y oppose

24 Celui-ci avait quitté son poste pour devenir *Statthalter* d'Alsace Lorraine

25 Les Altdeutschen avaient été éliminés du Landtag

26 Celui-ci siégeait dans le bâtiment de l'actuel TNS.

27 Un industriel strasbourgeois modéré, fabricant de conserves.

28 Ces événements sont très bien analysés par S. Fischer, *Goethe, Bebel und Zola, Lehr und Wanderjahren des strassburger Sozialisten Jacques Peirottes in Europa*, Grenzregionen im Zeitalter des Nationalismus, Schriften des Italienisch- Deutschen Historischen Instituts in Trient, Band 12, 1993 (édité également en italien)

29 A. Wahl, J.-C. Richez, *L'Alsace entre la France et l'Allemagne, 1850-1950*, Hachette, La vie quotidienne, 1994

30 Op.cit

31 Parti Socialiste (SFIO), 18^e Congrès National, Tenu à Tours, 25-30 décembre 1920, Compte rendu sténographique

32 C'est le cas de l'Union Syndicale des Chemins de Fer d'Alsace Lorraine (USCAL) formée en 1921

Pendant cette période d'affrontements, les choix sont souvent définitifs, autour des questions centrales de la laïcité et de la nation. Rares sont les retours en arrière : Charles Hincker revient dès 1922, après un passage éclair au communisme, quand la bolchevisation se fait de plus en plus pesante. Il est un des rares membres de la SFIO à critiquer ouvertement les positions du parti par rapport aux revendications autonomistes. Lucien Bonn, cheminot révoqué en 1926 pour avoir signé le *Heimatbund*³³, grand dirigeant du sport travailliste, redevient socialiste en 1929, quand le PC français exclut les « hüberiens ».

Ces deux cas sont des exceptions : les engagements dans les camps opposés nourrissent trop d'inimitiés pour que les retours soient faciles. Mais il s'agit vraiment de choix plus que de questions d'origine culturelle : si la francophilie de la SFIO est inébranlable, la culture dialectale y prédomine largement. Si le professeur d'École Normale Naegelen, arrivé en 1919, patronne la première section francophone locale, il utilise couramment l'alsacien appris auprès de sa grand mère³⁴ et est l'auteur de plusieurs pièces dialectales, *Vermisst*³⁵, ou *d'Ferme Illtis*³⁶. Il n'est pas le seul : Charles Hincker écrit des contes d'un merveilleux très local³⁷, des pièces de théâtre³⁸, parfois antinazies³⁹. Laurent Meyer, qui par ailleurs multiplie les articles critiques⁴⁰ envers les communistes et leur dérive autonomiste dans la *Freie Presse*, écrit des poèmes en alsacien. Des socialistes dialectophones, mais laïques, voire parfois anticléricaux⁴¹ et francophiles.

Des militants très actifs également dans les nouvelles organisations so-

ciales créées ou développées à ce moment là, caisses d'assurance-maladie, sociétés d'HBM de Strasbourg ou Schiltigheim, coopératives de consommation⁴². Le plus représentatif de cette tendance est, sans aucun doute Eugène Imbs, membre de la vieille garde, défenseur de la CGT historique contre la CGTU, adjoint de Peirottes jusqu'en 1929, chargé de la police des bâtiments. Il est fondateur de la société coopérative de consommation de Strasbourg en 1902, membre du conseil d'administration, vice-président, puis président après 1947. Il est également directeur de la Caisse locale de Maladie, vice-président de la commission technique des assurances sociales. Il y a d'autres spécialisations : Charles Hincker, lui, s'investit dans la Fédération Sportive du Travail d'Alsace-Lorraine. Robert Ott, Auguste Dorsi, et Charles Fischer s'en tiennent à la Coopé.

On peut tout à fait parler, ici, de professionnalisation dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie sociale. C'est une des forces d'une SFIO qui reste toujours, à ce moment là, un parti attractif, ce qui lui permet de se reconstruire assez facilement, après les épreuves du Congrès de Tours. Le Bas Rhin est au dixième rang des fédérations en 1927, avec 2170 adhérents, 570 de plus qu'en 1923⁴³. Parmi les nouveaux adhérents, on retrouve Auguste Brandt, journaliste (adhérent en 1928), le couple Dammert (le mari est instituteur, 1928), l'employé des Assurances Sociales Eugène Haegel (1921), l'instituteur et journaliste Auguste Koenig, un des rares anciens Libéraux Démocrates d'avant guerre⁴⁴ passés au socialisme (dès 1918.) ou encore Georges Woehl, postier, le futur dirigeant de l'après-guerre, qui adhère en 1920. Le recrutement est cependant bien différent de celui de la « vieille garde » : les nouveaux entrants sont des journalistes, attirés par la *Freie Presse*, des employés, des membres du corps enseignant. De l'aristocratie ouvrière, on est passé aux *nouvelles couches sociales* de Gambetta, aux classes moyennes. Même si les succès po-

litiques deviennent rares dans les années Trente⁴⁵, le Parti est en tout cas vivant, voire renouvelé pendant cette période.

Les choix faits à ce moment sont déterminants pendant la seconde guerre mondiale. Les socialistes bas-rhinois sont d'abord, comme une grande partie de la population alsacienne, souvent déplacés dans le Sud Ouest de la France, essentiellement en Dordogne, reconstituant progressivement leurs sections, leur journal. Certains y restent, et attirent de nouveaux militants, comme le jeune Raymond Gruber, qui s'inscrit à la SFIO, avec un collectif d'Alsaciens, à Périgueux⁴⁶. Beaucoup entrent dans la Résistance, Naegelen (Combat), Georges Weill (en Afrique du Nord), le couple Dammert (à Nîmes), Auguste Brandt, secrétaire de la section clandestine alsacienne en Dordogne.

Beaucoup rentrent en Alsace, aussi, et sont victimes des vexations, des multiples pressions qu'implique la *Gleichschaltung*⁴⁷. Charles Hincker est ainsi licencié de l'administration du cadastre pour avoir refusé d'entrer dans l'*Opfering*. Willy Schneider, victime de nombreuses dénonciations fait lui-même de nombreux séjours du côté de l'Allée de la Robertsau, et du Palais de la Musique, voit sa famille inquiétée, sa fille arrêtée. Là aussi les exemples sont multiples. Les socialistes bas-rhinois sont restés fidèles à leur choix d'avant-guerre ; ils ont résisté, subi, jamais collaboré. L'autonomiste Marcel Sturmél évoque la curieuse réunion, organisée par lui, où Hincker et Sorgus rencontrent fin 1943⁴⁸ les anciens conseillers généraux UPR⁴⁹ Rossé et Gromer, proches du régime en place⁵⁰. Il ne s'agit en aucun cas de compromission : c'est une rencontre entre ennemis politiques, aux soucis communs, parfaitement conscients de la véritable situation de l'Allemagne, puisqu'il s'agit de prévoir

45 Le succès de Georges Weill dans la première circonscription de Strasbourg en 1932 est un peu isolé.

46 Il n'y reste pas longtemps à ce moment là

47 La nazification, la mise au pas.

48 Chez René Hatt.

49 Catholiques fortement régionalistes, adversaires traditionnels des socialistes.

50 Le directeur du groupe de presse ALSATIA.

42 Les fameuses Coopés.

43 Parti Socialiste (SFIO), 25^e Congrès National, Tenu à Toulouse, 26-30 mai 1928, Compte rendu sténographique.

44 *Fortschrittler*.

33 Appel à l'union des forces autonomistes lancé par le journal *die Zukunft*, soutenu notamment par le PC alsacien-mosellan

34 Ceci m'a été signalé par Léon Strauss
35 Ed. des Dernières Nouvelles d'Alsace, 1930

36 Ed. des Dernières Nouvelles d'Alsace, 1931, diffusé par Radio-Strasbourg en 1958.

37 *Bie de Rhinzwerichle un Schneefle* (1924)

38 *De Millionne Schnieder* (1932)

39 *Gelbkreuz 1000*

40 et ironiques.

41 Sorgus, le maire de Schiltigheim, ou Peirottes.

un plan d'administration provisoire de l'Alsace après la défaite du Reich.

La dernière période, de l'après-guerre à la fin des années soixante, ne sont pas les Trente Glorieuses de la SFIO du Bas-Rhin. C'est un moment de déclin, vingt cinq années difficiles.

L'immédiat après-guerre est un peu trompeur : le parti se reconstitue après 1944⁵¹, comme il le fait dans le cadre national, et enregistre quelques succès. Naegelen, après avoir raté de justesse l'élection municipale strasbourgeoise, est élu député du Bas Rhin en 1945, et semble être le fédérateur des socialistes aux débuts de la IV^e République. C'est un homme politique d'envergure, respecté, plusieurs fois ministre de l'Education Nationale, à partir du Gouvernement Provisoire. Mais il est peu sur place, surtout pendant sa mission, en « service commandé ⁵² » en Algérie. Il choisit d'ailleurs, en 1951, de privilégier les Basses Alpes aux dépens du Bas-Rhin.

Il est vrai que son élection y est nettement plus aisée, tant le parti socialiste est en perte de vitesse en Alsace. L'impact du MRP, puis du RPF marque à ce moment le paysage politique alsacien bien plus qu'une SFIO devenue atone, hormis quelques bastions, situés essentiellement dans la périphérie strasbourgeoise. Cette même période est aussi celle de la disparition progressive, inéluctable de la « vieille garde », des grands anciens à un moment où le parti a du mal à se renouveler. Georges Woehl, le receveur des Postes de Neudorf, succède certes à Imbs et à Naegelen à la tête de la Fédération, mais le changement est plus difficile à opérer par ailleurs. Le choix d'un francophone, le vosgien Gilbert Gonand à la tête de la section strasbourgeoise, puis comme secrétaire fédéral adjoint ne dure guère ; il est vite remplacé par un militant du cru, dialectophone, Eugène Haegel. La Presse Libre continue d'ailleurs jusqu'au début des années soixante à être publiée en allemand (pour une partie il est vraie décroissante).

En fait les sections vieillissent : les années cinquante sont marquées par le manque de renouvellement des militants : il y a des départs, des disparitions, peu d'arrivées. Raymond Gruber ne reprend pas de carte après 1945, et préfère s'engager auprès de Pierre Mendes France, Gilbert Gonand quitte l'Alsace après 1958, Georgette Dammert ne reste guère au parti. Le même déclin s'observe lors des élections successives. Schiltigheim reste socialiste jusqu'en 1947, Bischheim résiste⁵³ grâce à Georges Rossdeutsch, puis au garagiste Charles Huck, mais dans le cadre de listes d'entente communale très larges et en grande partie dirigées contre le candidat communiste⁵⁴. Les années cinquante et soixante sont donc des années de basses eaux en Alsace, mais ailleurs, semble-t-il, souvent aussi.

Il faut attendre l'après 1968 pour percevoir un réveil, dans le sillage du NPS d'Alain Savary, puis de François Mitterrand. Aux héritiers de la SFIO, Charles Hincker, Charles Huck, ou Auguste Brandt, viennent s'agréger à ce moment des militants de la CIR⁵⁵ (Raymond Gruber, E. Trocmé), de la CFDT (René Hampé, Lucien Ganter) , voire plus tard quelques étudiants en lettres ou même en théologie. Ce nouveau parti socialiste, s'il se réclame naturellement de la SFIO, est, dès sa formation, un groupe ment très différent, beaucoup plus divers en origines, en sensibilités. On est loin de la « vieille garde », de l'aristocratie ouvrière. C'est, vraiment, une autre histoire.

Jacques Ernewein

Le KP-O (parti communiste d'opposition d'Alsace-Lorraine) 1929-1935, puis Arbeiter-und Bauern Partei (parti ouvrier et paysan) 1935-1939.

Itinéraires militants.

Origine sociale :

- Goetz Albert : fils d'un contre-maître
- Haas Ernest : fils d'un maître tailleur.
- Heysch Michel : père instituteur, puis cultivateur
- Hirtzel Émile, fils d'un aide-serre-frein, frère d'un pasteur condamné par contumace à dix ans de prison dans le procès de Colmar contre les autonomistes, pasteur en Allemagne, membre du parti nazi, fonctionnaire en Alsace de 1940 à 1944, protestant.
- Mourer Jean-Pierre : père, poseur de voies auxiliaire, plus tard chef de gare à Fénétrange, catholique
- Murschel Henri : père , viticulteur, protestant; mère catholique.

Origine géographique :

- Bauer Jeanne, née et morte à Strasbourg, 1902-1987
- Berghold Georges : Né à Wilwisheim (canton de Hochfelden) en 1899, domicilié à Strasbourg-La Robertsau.
- Doriath Joseph : Né et mort à Drusenheim (canton de Bischwiller) 1885-1943
- Goetz Albert : né et mort à Strasbourg, 1894-1962
- Haas Ernest : né et mort à Strasbourg , 1889-1930.
- Heckel Henri, originaire de Pisdorf (canton de Drulingen)
- Heysch Michel : né à Gamsheim (canton de Brumath), vécu à Strasbourg, mort à Sainte-Croix-aux-Mines à la suite de l'évacuation de Strasbourg, 1861-1940.
- Hirtzel Émile : né à Strasbourg en 1886, mort à Strasbourg en 1968
- Hueber Charles : né à Guebwiller, mort à Strasbourg, 1883-1943.
- Mourer Jean-Pierre : né à Wittring (Moselle) en 1897, fusillé à Rixheim en 1947.
- Murschel Henri : né à Houssen

51 C'est le moment où rentre l'incorporé de force Charles Huck, le futur maire de Bischheim.

52 La Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand.

53 Jusqu'en 1977.

54 Martz.

55 La Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand.

(canton d'Andolsheim, Haut-Rhin) en 1896, lieu de décès inconnu.

- Quiri Alfred : né à Wofisheim en 1894, décapité à Stuttgart en 1944.
- Schreckler Georges, né à Erstein en 1901, mort à Strasbourg en février 1932.
- Weibel Joseph : né et mort à Colmar 1887-1970

Formation professionnelle :

- Goetz Albert : *Lehrerseminar* (école normale) catholique d'Obernai jusqu'en 1915. Suit en 1920 des cours de littérature française à l'université de Besançon;
- Heysch Michel : Part à Paris en 1875 à 14 ans et y suit les cours d'une école professionnelle et apprend le métier de menuisier.
- Mourer Jean-Pierre : Gymnases (lycées) de Sarreguemines, puis de Sarrebourg, puis Petit séminaire de Montigny-les-Metz

Parcours professionnel

- Bergthold Georges : ouvrier municipal à Strasbourg
- Doriath Joseph : Cheminot à la gare de triage d'Hausbergen, en 1930 : sous-chef cantonnier, en 1932 : chef de canton.
- Gantzer Eugène : menuisier à l'Entretien à Strasbourg
- Goetz Albert : instituteur à Benfeld, Graffenstaden, puis Strasbourg-Neuhof de 1915 à 1930, à partir du 1^{er} janvier 1930, secrétaire de la Bibliothèque municipale de Strasbourg et secrétaire personnel du maire Hueber. Novembre 1932 : directeur de l'orphelinat municipal, maintenu en 1935. 1940-1944 : directeur du *Karl Roos Pflegeheim*.
- Haas Ernest : tailleur, puis employé de bureau ou de banque, puis journaliste communiste.
- Heck René : employé à Strasbourg.
- Heckel Henri : cultivateur à Pisdorf.
- Heysch Michel : Après son service militaire dans l'armée allemande, travaille à Lyon, puis à Genève. Rentre à Strasbourg en 1893 et s'y établit comme maître menuisier à Neudorf.
- Hirtzel Émile : sous-chef de bureau aux chemins de fer
- Hueber Charles : ouvrier serrurier (*Schlosser* = ajusteur), puis permanent syndical, puis permanent politique, puis gérant d'imprimerie.
- Mourer Jean-Pierre : engagé volontaire ou mobilisé dans l'armée allemande en 1914. Termine la

guerre comme lieutenant. Renonce à devenir prêtre. Après plusieurs mois de chômage, engagé en juillet 1919 comme employé de bureau à l'administration des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine à Strasbourg. Licencié après la grève d'avril 1920. Devient permanent syndical. Réintégré en janvier 1926. Licencié en septembre 1926 pour avoir signé le manifeste du *Heimatbund*. Re-devient permanent syndical avant d'être élu député.

- Murschel Henri : ouvrier aux ateliers ferroviaires de Bischheim depuis 1921, révoqué en juillet 1926 pour avoir signé le manifeste communiste sur l'autodétermination, réintégré en 1927. Promu inspecteur des chemins de fer par les Allemands en 1940.
- Quiri Alfred : employé de bureau. Après l'annexion de 1940, employé au service du rationnement à la mairie de Strasbourg.
- Schreckler Georges : Permanent du parti, journaliste, gérant de l'édition allemande de l'Avant-Garde, organe des JC, puis de *L'Humanité*, édition de Strasbourg en 1924, puis en 1926 jusqu'au transfert à Metz, puis secrétaire de la fédération communiste du Bas-Rhin jusqu'en juillet 1929. Ensuite gérant de la *Neue Welt* et secrétaire du sous-rayon de Strasbourg du KP-O.
- Weibel Joseph, menuisier à Colmar.

Trajectoires militantes

- Bauer Jeanne :
 - Novembre 1921 : élue au comité exécutif de l'Entente régionale des JC d'Alsace et de Lorraine et le demeure jusqu'en 1926 au moins.
 - 1930 : on la retrouve au KP-O,
 - Octobre 1932 : en préside l'organisation féminine : ligue des Femmes contre la guerre impérialiste
 - Février 1933 : envisage d'organiser en commun la Journée mondiale des femmes avec la Ligue des femmes d'ouvriers contre la misère et la guerre, communiste orthodoxe.
- Bergthold Georges :
 - KP-O en 1930-1934
 - Syndicat CGTU des ouvriers du bois du Bas-Rhin. En 1934 : secrétaire rétribué.
- Doriath Joseph :
 - 1929 : conseiller municipal à Drusenheim.
 - 1930 : secrétaire de la cellule d'entreprise SFIC de la gare de triage

d'Hausbergen, membre du comité du syndicat CGTU de la gare de Hausbergen, membre du comité de la caisse des malades du réseau d'Alsace et de Lorraine.

- 1932 : candidat du KP-O (soutenu par les autonomistes) aux législatives de 1932 à Haguenau (811 voix au premier tour, 227 au 2^e contre Michel Walter, UPR.
- 1935 : réélu aux municipales.

• Ferrenbach :

- 1935 : élu au conseil municipal de Strasbourg.

• Gantzer Eugène :

- 1929 : candidat SFIC aux élections municipales de Strasbourg dans le canton Sud.
- Août 1934 : CGTU, élu secrétaire adjoint du comité local intersyndical d'action de Strasbourg.
- 1935 : élu KP-O aux municipales dans le canton Sud avec 2470 voix
- 1937 : candidat de l'A. und B. P. au conseil d'arrondissement dans le canton Sud.
- 1945 : exclu du conseil municipal.

• Goetz Albert :

- 1929 : membre du KP-O
- 1934 : soutient Hueber et Mourer contre Quir.
- 1937 : participe à la fondation du *Volksbildungsverein* (association d'éducation populaire autonome) de Roos.
- 1940 : montre beaucoup de zèle dans la nazification de l'orphelinat qu'il dirige.

• Haas Ernest :

- Milita aux Jeunesses socialistes, puis au SPD avant 1914. N'est pas mobilisé en 1914.
- Aurait rédigé avec Imbs la brochure *Zwanzig Monate Weltkrieg und die deutsche Sozialdemokratie*
- 1916 : condamné à 3 mois de prison par la conseil de guerre de Strasbourg pour propagation d'écrits antimilitaristes et mis en résidence forcée à Thorn (Prusse Orientale). Y fait partie d'un *Arbeiter- und Soldatenrat*.
- Adhère à la SFIO en 1919, malgré l'opposition de Peirotes, d'Imbs et de Weill qui le jugent trop «révolutionnaire».
- Adhère au Comité pour la Troisième Internationale.
- Élu conseiller municipal en 1919.
- 9^e sur la liste SFIO. aux législatives Avant le congrès de Tours, se prononce pour Moscou.

Secrétaire de la section communiste de Strasbourg en janvier 1921. Un des meneurs du ralliement de la majorité de la fédération socialiste du Bas-Rhin au communisme.

Gérant de la *Neue Welt* à sa création en octobre 1921;

En 1922, garde cette fonction tout en succédant à Théo Singer à la rédaction en chef.

Condamné en juin 1923 par défaut à un an de prison et 500 F d'amende. Janvier 1924 : 18 mois de prison pour «propagande anarchiste». Nouvelle condamnation le 17 mai 1924 à 6 mois de prison pour provocation de militaires à la désobéissance. Emprisonné trois mois au lendemain des élections, libéré à la suite de l'amnistie.

Le même mois, candidat aux cantonales partielles à Sarre-Union (16,3% des inscrits)

En 1924, deuxième rédacteur à l'*Humanité* d'Alsace et de Lorraine. Aux législatives de 1924, tête de liste du Bloc ouvrier et paysan, n'est pas élu alors qu'Hueber est élu.

En 1925, rédacteur-gérant de ce journal

En septembre 1925, il est membre du Comité d'action du Congrès des ouvriers et paysans de Strasbourg. Février-mars 1926 : délégué de la fédération du Bas-Rhin au VI^e Plénum du Comité exécutif élargi du Komintern à Moscou.

– Novembre 1925, puis en appel juin 1926 : six mois de prison pour provocation de militaires à la désobéissance.

– Mai 1926 – mai 1929 : correspondant de *L'Humanité* transférée à Metz.

– 1927 : président du sous-rayon de Strasbourg.

– 1928 : candidat aux législatives à Strasbourg 1 (Nord et Est) : 3684 voix au premier tour, 6995 au second, mais Peirottes est élu.

Élu conseiller municipal de Strasbourg le 12 mai 1929, il devint adjoint (assistance sociale, Hôpitaux civils) au maire Charles Hueber le 29 mai.

Il est exclu du PCF au début d'août 1929 par la secrétariat régional et participa à la fondation du KP-O en octobre 1929.

– Juin 1930 : Lors du congrès des Caisses d'épargne, refuse de se lever quand la Marseillaise est jouée. Il meurt en décembre 1930.

• Heck René :
Membre du PC.

1929 : sur la liste communiste du canton sud de Strasbourg, élu.

– Octobre 1929 : adhère au KP-O.

– Mai 1935 : réélu sur la liste KP-O dans le canton Est avec 5429 voix.

– Juin 1935 : suit Heysch dans sa dissidence pour fonder l'*Unabhängige Arbeiterpartei*. qui «se place sur le terrain français».

– 1945 : exclu du conseil municipal.

• Heckel Henri
Candidat communiste dans la Bas-Rhin en 1924.

Candidat communiste au 1^{er} tour à Saverne en 1928. Fait campagne, selon le commissaire spécial, sur «la lutte autour de la question alsacienne, un danger de guerre internationale». Il aurait déclaré «qu'à tout point de vue, l'ancienne province se trouverait mieux sous une autonomie complète». Obtient 3143 voix (16%%) en troisième position derrière le démocrate Altorffer et le progressiste (ex radical-socialiste autonomiste) Dahlet. Se démet au second tour en faveur de Dahlet qui est élu.

– 1931, candidat du KP-O au conseil d'arrondissement dans le canton de Drulingen. Obtient 7% des inscrits. 1932 : candidat du KP-O aux législatives à Saverne. Obtient 554 voix (6^e) Se désiste pour Dahlet.

• Hengstler Louis :
Président de l'Union des Sociétés chorales ouvrières, président de la Fédération sportive du Travail d'Alsace et de de Lorraine.

Devient adjoint au maire après la mort d'Ernest Haas.

– 1935 : réélu au conseil municipal

• Heysch Michel :
– Mai 1884 à Lyon : deux mois de prison pour coups et blessures
– Juin 1884 : expulsé de France pour menées anarchistes.
– 1893 : Retour à Strasbourg. Adhésion au SPD. Conseiller municipal de 1902 à 1908 et de 1914 à 1918.

– 1911-1918 : député de Rosheim-Schirmeck-Saales à la seconde Chambre du Landtag

– Novembre 1918 : commissaire de police du Neudorf

– 1919 : Patriote français enthousiaste, est membre de la commission de triage et est décoré des Palmes académiques.

– Novembre 1919 : élu conseiller municipal et conseiller général de Strasbourg-Est.

– Février 1920 : en mauvais termes avec Peirottes et Imbs, se prononce pour Moscou.

– Janvier 1921 : adhère au PC.

– 1928 : élu conseiller d'arrondissement .

– 1929 ; élu sur liste Hueber au conseil municipal, devient adjoint au maire, adhère au KP-O.

– 1932 : candidat aux législatives à Strasbourg I. fait 14, 75% au premier tour. Se retire au second tour.

– Mai 1935 : réélu sur la même liste. – 12 juin 1935 : démissionne du KP-O auquel il reproche ses liens avec la nazisme et fonde un groupe indépendant ouvrier, *Unabhängige Arbeiterpartei* «qui se place sur le terrain français» . N'est cependant pas réadmis à la SFIO

– 1936 : candidat «socialiste indépendant» aux législatives.

• Hincker Ernest :
conseiller municipal communiste dissident de Strasbourg (1935-1939), à partir de 1940 membre de l'*Elsässischer Hilfsdienst* puis du parti national-socialiste, responsable du Front du Travail allemand, nommé *Ratsherr* (membre d'un conseil municipal consultatif) de la ville de Strasbourg le 14.2.1942, exclu du conseil municipal en 1945. Il avait réussi à s'enfuir de Strasbourg le 23 novembre 1944 au moment de la Libération de Strasbourg.

• Hirtzel Émile :
Militant de l'Union des syndicats de cheminots d'Alsace et de Lorraine CGT, puis CGTU, vraisemblablement du PC.

– 1929 : KP-O

– 1935 : est exclu de ce parti, à la suite de son opposition à l'alliance avec les autonomistes et les cléricaux.

– 1938 : gérant de l'hebdomadaire «*Arbeiterpolitik*», officiellement organe du KP-O d'Alsace-Lorraine, en fait organe de l'IVKO.

Après la Libération, revient au PCF et contribue dès le fin novembre 1944 à la reconstitution de l'Union des syndicats CGT de cheminots d'Alsace et de Lorraine, dont il fut trésorier général jusqu'en 1947, puis trésorier des retraités..

• Hueber Charles :
– 1900 : crée à Guebwiller première section du syndicat des ouvriers métallurgistes en Alsace.

– 1907-1910 : permanent de ce syndicat à Zöllingen en Bade.

– 1910-1914 : secrétaire permanent du SPD en Alsace-Lorraine, malgré sa faiblesse en français.

– 1914-1918 : sous-officier dans l'armée allemande.

– 10 novembre 1918 : à Strasbourg, l'un des dirigeants du Soldatenrat, se prononce pour l'indépendance de l'Alsace-Lorraine neutre qui agira comme un pont entre la France et l'Allemagne, puis accepte de saluer le retour à la France, qui favorisera le mouvement révolutionnaire.

– 1919 : adhère à la SFIO et devient secrétaire du syndicat CGT des ouvriers métallurgistes et dirige grèves chez de Dietrich.

– Novembre 1919 : élu conseiller municipal de Strasbourg

– Janvier 1920 : secrétaire de la fédération socialiste du Bas-Rhin.

– Février 1920 : au congrès socialiste de Strasbourg, se réclame de la tendance Longuet

– Avril 1920 : joue un rôle central dans la grève générale régionale pour les «droits acquis» et tente de s'opposer à la reprise du travail décidée par Imbs

– Septembre 1920 : accepte les 18 conditions de Moscou

– Décembre 1920 : 78% des 5 000 adhérents de la Fédération votent pour l'adhésion immédiate à la IIIe Internationale

– 18 janvier 1921 : secrétaire de la fédération communiste.

– 14 février 1921 : fondation de l'Imprimerie Solidarité avec l'aide de l'Union des Syndicats de cheminots et du Syndicat des Métallurgistes. Hueber en est le gérant.

– 1^{er} octobre 1921 : fondation du journal *Neue Welt*.

– 1922 : Hueber recevrait chaque mois des fonds venus d'Allemagne.

– 6-7 janvier 1923 : participe à la conférence d'Essen et au meeting de Francfort contre l'occupation de la Ruhr.

– 14 janvier 1923 : Arrêté à Strasbourg, incarcéré à la Santé avec Cachin

– 1^{er} mai 1923 : L'Humanité de Strasbourg dirigée par Charles Rapoport.

– 8 mai 1923 : Est libéré de prison

– 11 mai 1924 : Tête de liste du «Bloc ouvrier et paysan», il est élu député : dans les cantons industriels de Schiltigheim et de Niederbronn, le PC recueille 30 % et 27%. A Drulingen village protestant, sa liste fait 24,5%.

– 19 juillet 1924 : première intervention à la Chambre : refuse introduction des lois laïques car il préfère l'école confessionnelle à l'école laïque où l'on glorifie les généraux et la guerre. Commence toutes ses interventions en dialecte alsacien.

– Mars 1925 : nouvelle intervention à la Chambre au sujet de la «colonisation de l'Alsace».

– 20 septembre 1925 : organise un congrès ouvrier et paysan qui se prononce pour un plébiscite d'autodétermination en Alsace-Lorraine, précédé de l'évacuation par les autorités et l'armée françaises. «Le PCF soutient sans réserve le droit à la libre disposition des masses populaires d'Alsace-Lorraine jusque et y compris la complète séparation d'avec la France si elles le veulent ainsi».

– 9 mars 1926 : Dans *L'Humanité* du jour, Charles Hueber précise la nature d'un Front unique avec les autonomistes : «Nous déclarons aujourd'hui encore que la séparation de l'Église et de l'État, l'introduction des lois laïques sont et demeurent des revendications communistes. Nous les reléguons cependant au second plan, car dans la lutte actuelle, elles ne nous intéressent pas en premier lieu».

– 1^{er} mai 1926 : perd le contrôle de L'Humanité transférée à Metz, mais conserve la direction de l'Imprimerie Solidarité.

– Juin 1926 : engage le PC dans une collaboration active avec les autonomistes, mais se fait élire au comité central du PCF.

– Septembre 1926 : Le congrès régional du PC préconise une alliance des forces régionales et non une alliance de classe : «Nous sommes prêts à former un front anti-impérialiste avec tous ceux qui ont d'autres conceptions que les nôtres, à la condition qu'ils veulent défendre avec nous les droits du peuple ouvrier alsacien-lorrain et qu'ils soient prêts à combattre avec nous contre l'oppression et l'exploitation de notre peuple par l'impérialisme français».

– Septembre 1926 : Le Comité régional pose ses conditions : «Le PC ne peut participer à un front unique permanent qu'avec les organisations qui se placent sur le terrain de la lutte des classes. Lorsque les revendications des ouvriers et paysans seront identiques à celles d'autres groupes et des classes moyennes, des accords temporaires pourront

être conclus jusqu'à ce que satisfaction ait été obtenue. Des accords ne pourront être conclus avec la SFIO et la CGT que si tous soutiennent certaines revendications, comme l'étude et l'usage de la langue allemande, au même titre que la langue française à l'école et dans l'administration, la suppression du Concordat et l'introduction des lois laïques, l'abolition des impôts spéciaux en Alsace-Lorraine. <...> Ces accords temporaires pourront se former avec tous ceux qui ont d'autres conceptions que les nôtres, à la condition qu'ils veuillent défendre avec nous les droits du peuple ouvrier d'Alsace-Lorraine et qu'ils soient prêts par exemple à combattre avec nous contre l'oppression et l'exploitation de notre peuple par l'impérialisme français. Les intérêts confessionnels doivent être mis à l'arrière plan».

– Octobre 1926 : Fait approuver cette ligne par Moscou.

– 8 décembre 1927 : Au cours du débat sur le budget d'Alsace et de Lorraine à la Chambre, il dénonce la «dictature française» sur l'Alsace-Lorraine, défend le droit à l'autodétermination tout en condamnant l'«autonomisme bourgeois» qui souhaiterait fonder une république d'Alsace-Lorraine exploitant le prolétariat.

En 1928, candidat aux législatives à Strasbourg-Campagne contre Charles Frey. Il obtient plus de 33% au 1^{er} tour et 42, 2% au second tour. Dans le canton industriel de Schiltigheim, il obtient plus de 40% au 1^{er} tour et 51,8% au 2^e tour, mais 16% dans le canton rural de Truchtersheim.

Participe activement à soutien aux autonomistes condamnés au procès de Colmar.

Entrevue à Bâle entre Charles Hueber, Camille Dahlet et Karl Roos pour la constitution d'un bloc d'opposition (98 AL 1076/1)

– Octobre 1928 aux cantonales, bat le maire Peirotès à Strasbourg-Sud.

24 mars 1929 : congrès régional du PC décide retrait au second tour des municipales en faveur listes autonomistes mieux placées

– Mai 1929 : au second tour, constitue listes communes du Heimatfront avec Landespartei et Fortschrittspartei dans deux cantons Sud et Est et se retire dans un troisième (Nord) (au profit liste autonomistes-UPR).

– 22 mai 1929 : leader de la fraction la plus nombreuse; est élu maire avec voix des autonomistes et

de l'UPR . Michel Walter, premier adjoint. C'est l'Arbeitsgemeinschaft de la Volksfront.

–5 juin 1929 : accepte de faire son autocritique pour sa collaboration «avec l'aventurier sans principes Walter».

Persévère dans l'indiscipline : dans cantonale partielle à Strasbourg-Nord les 23 et 30 juin 1929, soutient autonomiste Schall contre communiste Liebrich, puis ressuscite Neue Welt, organe du PC alsacien avec soutien de Rossé.

–16 juillet 1929 : refuse compromis proposé par mission Doriot

–8 août 1929 : exclu par décision du secrétariat régional de Metz

Fin août, malgré soutien de Cachin, décision d'exclusion confirmée par Bureau politique du PCF et par Bureau ouest-européen du Kominintern. Tout le sous-rayon de Strasbourg, sauf 11 militants le suit dans sa dissidence.

–27 octobre 1929 : Préside congrès constitutif du KP-O, en présence des oppositionnels allemands Brandler et Thalheimer. Parti adhère à l'IVKO hostile à la tactique «classe contre classe».

Glorifie régime soviétique, mais cautionne soutien aux gouvernements de centre-gauche par Mourer. Collabore avec UPR mais incite ouvriers à quitter l'Église.

–1933 : prend position contre dictature nazie, accueille militants de la KP-O allemande mandatés par Thalheimer, notamment Hans Mayer, qui deviennent rédacteurs de la Neue Welt et y insufflent une ligne antifasciste.

–28 janvier 1934 : congrès KP-O rompt avec minorité de gauche menée par Quiri et Heysch.

–Février 1934 : Les Antinazis allemands sont chassés de la Neue Welt.

–26 juillet 1934 : KP-O exclu de l'IVKO.

–Octobre 1934 : est réélu aux cantonales grâce au soutien des autonomistes et de l'UPR

–Municipales de 1935 : UPR abandonne la Volksfront, désistement du PC ligniste en sa faveur. La coalition autonomistes-KP-O (16 sièges) perd la mairie au profit d'une coalition nationale (Démocrates, APNA, UPR, Radicaux, SFIO) (20 sièges) qui donne la mairie à Charles Frey.

–Septembre 1935 : parti abandonne référence au communisme et devient Elsässische Arbeiter-und Bauernpartei.

–Mars 1936 : La Neue Welt ap-

prouve la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler et le réarmement comme réponse au pacte franco-soviétique.

–Mai 1936 : désistement du PCF en sa faveur contre le socialiste Georges Weill lui permet de revenir à la Chambre. S'inscrit au groupe indépendant d'action populaire présidé par Michel Walter.

Vote premières lois du Front populaire sauf nationalisation des industries de guerre, mais soutient opposition des cléricaux à l'allongement par décret de la scolarité obligatoire dans les trois départements. Reçoit subventions allemandes pour son journal et approuve depuis la remilitarisation de la Rhénanie toutes les initiatives extérieures d'Hitler. À partir de 1938, discours antisémite et antidémocratique : les juifs de Moscou, fauteurs de guerre, manipulent les Tchèques?

–Avril 1939 : fusion de son journal avec l'ELZ de Schall

–27 juillet 1939 : fusion de son parti avec la Landespartei. Les deux partis seront dissous le 31 octobre 1939.

En septembre 1939, échappe à l'arrestation à la suite hospitalisation à Colmar.

–Été 1940, l'un des orateurs qui accueille les évacués rapatriés

Gérant de l'Office municipal du logement, chef local de l'Arbeitsfront. Admis dans la NSDAP en 1941, citoyen d'honneur de la Reichsuniversität, Ratsherr de la Ville.

–Août 1942 : obsèques solennelles en présence du Gauleiter et chef de l'administration civile Wagner. Eloge funèbre par Mourer.

• Logel Edgar :

Militant KP-O et président de l'association des chômeurs à Illkirch-Graffenstaden . Le 29 février 1936, il déclare que son groupe soutient le ligniste Oster et annonce la fusion prochaine des communistes dissidents avec les communistes. En 1945; il est élu conseiller municipal communiste.

• Mourer Jean-Pierre :

–1920 : Après son licenciement, est recruté comme secrétaire administratif par l'Union des syndicats de cheminots d'Alsace et de Lorraine pour rédiger son journal, La Tribune des cheminots.

–1922 : devient en outre secrétaire de l'UD CGTU du Bas-Rhin.

Membre du PC, envoyé à Berlin en

février 1923 pour y rencontrer représentants du KPD et de l'IC.

–17 mars 1923 : représente l'Alsace-Lorraine au meeting de Paris contre l'occupation de la Ruhr.

Découverte d'un détournement de fonds aux dépens de la CGTU, mais garde ses fonctions car seul militant instruit et francophone.

–Janvier 1926 : réintégré aux chemins de fer à Metz

–Juin 1926 : signataire du manifeste du Heimatbund, «appel à tous les Alsaciens-Lorrains fidèles à leur patrie d'origine», qui réclame l'autonomie administrative et législative de l'Alsace-Lorraine à l'intérieur de la République, la reconnaissance de la langue allemande dans l'administration, les tribunaux et les écoles, le respect du Concordat.

20 juillet 1926 : est révoqué par le directeur du réseau d'Alsace et de Lorraine.

Secrétaire de l'UL CGTU de Strasbourg.

–29 avril 1928 : élu député de Strasbourg 2 (Sud et Ouest) avec 32% contre le SFIO Georges Weill avec le soutien de l'UPR. Weill demande son invalidation : les 48 capucins de Koenigshoffen ont tous voté pour lui. Un tract signé «Das Ausschuss heimat-treuer Katholiken von Strasbourg» ont appelé à battre Peirottes et Weill et à voter pour les communistes qui se démènent à la Chambre pour l'autonomie administrative, la défense du dialecte».

–Mars 1929 : Inspire alliance PC/UPR aux municipales : les communistes strasbourgeois deviennent les «Herz Jesus Kommunisten»; les «communistes du Sacré-Coeur de Jésus». À la conférence communiste régionale de Strasbourg le 23/24 mars, Berlioz dénonce «les propositions les plus extravagantes» faites par Mourer au Bureau régional.

–29 juillet 1929 : refuse de faire son autocritique et est exclu du PCF

27 octobre 1929 : l'un des fondateurs du KP-O

Est exclu du groupe parlementaire communiste, s'inscrit au groupe des Indépendants de gauche et vote comme un député de centre gauche.

–Août 1930 : négocie et conclut le Volksfront anti-impérialiste avec la Landespartei, la Fortschrittspartei et l'UPR.

–Février 1932 : élu conseiller général de Strasbourg-Ouest

–1932 : réélu député avec le soutien de l'abbé Haegy

–1934 : pousse le congrès du KP-O à

abandonner la stratégie antifasciste
–Septembre 1935 : publie «*Heraus aus der Sackgasse. Warum elsässische Arbeiter-und Bauernpartei?*» Il prétend continuer à lutter contre le capitalisme et l'impérialisme et pour les droits des Alsaciens et la langue allemande. Il explique le changement d'énom par la nécessité d'élargir l'influence du parti aux paysans.

Il organise congrès qui abandonne référence au communisme
–1936 : réélu député.

Se situe désormais à l'extrême droite et entre en relations avec agents allemands : Robert Ernst le finance.

–Octobre 1937 : battu aux cantonales par la SFIO Hincker

–Hiver 1938-1939 : aventurier aux abois, gros problèmes d'argent, pour divorce avec première femme partie aux États-Unis.

–Juin 1939 : craint arrestation, se réfugie au Luxembourg, puis à Cologne

–Août 1939 : revient à Paris pour session extraordinaire de la Chambre.

–28 octobre 1939 : arrêté à Périgueux pour atteinte à la sûreté extérieure de l'État

Incarcéré à Nancy, aurait passé aveux très détaillés.

–Juillet 1940 : libéré dans le Tarn par un commando allemand, signe le Manifeste des Trois Épis.

Orateur dans les meetings nazis en Haute Alsace, chargé d'introduire l'*Arbeitsfront* à Colmar et Mulhouse. Malgré les réticences de la *Gestapo* à l'égard d'un ancien communiste nommé dans une ville ouvrière, Robert Wagner le nomme *Kreisleiter* (chef du parti pour l'arrondissement) de Mulhouse le 1^{er} janvier 1941.

S'enfuit en Allemagne en novembre 1944. Arrêté en juillet 1946, jugé par Cour de Justice de Mulhouse qui le condamne à mort en février 1947. Fusillé en juin 1947.

• Murschel Henri :

–1914-1918 : engagé volontaire dans l'armée allemande; croix de fer de 2^e classe.

–1921 : président du syndicat autonome des échelles 5 à 10 d'Alsace-Lorraine.

? adhère au PC.

–8 juin 1926 : signe le manifeste ouvrier et paysan pour le droit à l'autodétermination de l'Alsace-Lorraine. Est suspendu, (16 juin), puis révoqué (20 juillet). Il fut réintégré

vraisemblablement en 1927.

–1928 : Elu délégué du réseau d'A et de L au Conseil supérieur des chemins de fer avec le soutien des 5 à 10, de la CGTU et du syndicat des mécaniciens et chauffeurs (ce serait un indice de connaissance de la langue française).

–1928 : candidat communiste aux législatives à Colmar (Haut-Rhin) : 3993 voix au 1^{er} tour, 2912 voix au second : Rossé UPR autonomiste élu.

–13 janvier 1929 : à la législative partielle de Colmar, à la suite de la condamnation de Rossé, candidat communiste : 2233 voix au 1^{er} tour, 1611 au second. Hauss, autonomiste élu.

–Mai 1929 : élu conseiller municipal de Strasbourg.

–Été 1929 : exclu du PC.

–Octobre 1929 : adhère au KP-O.

–1932 : candidat du KP-O aux législatives à Strasbourg-Campagne.

–Août 1932 : élu conseiller d'arrondissement à Strasbourg-Sud.

–Décembre 1934 - mai 1935 : l'un des délégués du syndicat des 5 à 10 à la commission qui aboutit à la fusion des syndicats de cheminots d'Alsace-Lorraine, à l'exception des syndicats chrétiens.

–1935 : réélu au conseil municipal de Strasbourg

Continue à militer au Parti ouvrier et paysan.

–12 octobre 1938 : préside une réunion publique des partis de la *Heimatsfront* en faveur du «rapprochement entre la France et l'Allemagne».

–19 décembre 1939 : assiste à une réunion du conseil municipal de Strasbourg à Périgueux après avoir fait savoir au maire qu'il a quitté le parti autonomiste ouvrier et paysan <dissous depuis octobre> et qu'il est «indépendant».

–Mai 1939 : a peut être été interné à Arches ou à Sablou.

–Après juin 1940 : nommé inspecteur des chemins de fer par les Allemands. Est *Ortsgruppenleiter* et membre du part nazi.

–14 février 1942 : nommé conseiller municipal consultatif de Strasbourg.

–1944 : *Kreisleiter* de Guebwiller.

–Décembre 1944 : signataire du Manifeste des nazis alsaciens, dit Front alsacien de la Liberté, publié à Colmar.

On perd ensuite sa trace.

• Quiri Alfred : 1919 : conseiller municipal SFIO de Wofisheim

–1920 : président de l'*Agitationsbezirk* commun des sections SFIO de Holtzheim, Eckbolsheim, Wolfisheim, Oberschaeffolsheim, Achenheim et Ittenheim.

–1921 : secrétaire de la section communiste de Wolfisheimv(18 adhérents en 1922), membre du comité exécutif de la Fédération communiste du Bas-Rhin.

–Octobre 1921 : rédacteur de la *Neue Welt* et gérant de l'imprimerie Solidarité.

–1922 : élu conseiller d'arrondissement.

–1929 : suit Charles Hueber dans sa dissidence.

–1933 : attaque dans la *Neue Welt* l'ELZ et la *Landespartei* en raison de leur attitude favorable au nazisme.

–Novembre 1933 : demande l'exclusion du KP-O de Mourer en raison de ses votes favorables au gouvernement Herriot, mais est désavoué par 200 voix contre 25.

–1935 : est exclu du KP-O en même temps qu'Hirtzel.

Employé à la mairie de Strasbourg pendant l'annexion nazie. Est condamné à mort par le *Sondergericht* de Strasbourg le 7 avril 1944 pour vol de cartes de rationnement et guillotiné le 13 avril 1944 en même temps qu'un autre employé du service du ravitaillement et un commerçant.

• Schluck :

–1935 : conseiller municipal de Strasbourg

• Schreckler Georges : secrétaire de l'Entente des Jeunesses communistes d'Alsace, puis secrétaire de la fédération du Bas-Rhin du PC..

–3 novembre 1925 : condamné à 6 mois de prison pour provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste par le Tribunal correctionnel de Strasbourg.

–1928 : candidat du PC aux législatives à Molsheim contre l'UPR Meck élu et Thormann, radical : 2145 voix au 1^{er} tour, 560 au 2^e.

–1929 : gérant de la *Neue Welt*.

–24 juillet 1929 ; exclu du PC en même temps que Mourer.

–1929 : secrétaire du sous-rayon de Strasbourg du KP-O.

–1931 : élu conseiller général de Strasbourg-Ouest au 2^e tour par 3326 voix contre 2217 au UPR Koessler et 1377 au démocrate Federlin.

Lors de la 1^{re} séance du nouveau

conseil, il est élu secrétaire par 13 voix il présente trois vœux au sujet de la crise économique, au sujet de la fraude fiscale commise par la Brasserie Pêcheur et au sujet du retard dans le versement de la retraite du combattant, aux Alsaciens-Lorrains ayant servi dans l'armée allemande. Il meurt en janvier 1932. Lors de ses obsèques, le corbillard orné de la faucille et du marteau est suivi par Michel Walter, député et président du conseil général UPR, l'abbé Gromer, conseiller général de Haguenau UPR et les autonomistes Roos, Hauss et Heil.

• Weibel Joseph :

Membre du PC à Colmar, assiste au conseil national du parti en janvier 1923, figure sur la liste communiste aux législatives en 1924.

Conseiller municipal élu en 1925 et 1929, deuxième adjoint du maire UPR Herzog en 1929. Refuse en juillet 1929 de se démettre et est exclu du parti. Participe le 27 octobre à la fondation du KP-O. Fut exclu du syndicat CGTU des ouvriers du bois. Battu aux élections municipales de 1935 et aux législatives de 1936.

Sphère privée (culture, religion, loisirs)

• Heck René : participait en 1933 à une excursion dans les Vosges organisée par le Bund Elsässer Wanderfreunde avec Paul Schall et un nazi allemand?

Goetz, Heysch, Hueber, Mourer, Weibel étaient catholiques à la naissance.

Hirtzel et Quiri sont d'origine protestante.

Le père de Murschel était protestant, sa mère catholique.

Léon Strauss

Les cadres des fédérations communistes du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. 1945-1968

La masse d'archives aujourd'hui consultables tant à Paris qu'en Alsace permet de donner une image plus nuancée qu'autrefois des militants engagés dans le mouvement communiste alsacien.

Origine sociale des militants

Ce sont essentiellement des ouvriers. Sur ce point l'Alsace ne se différencie pas des autres fédérations.

Certains, mais ils sont peu nombreux, appartiennent à des couches très pauvres de la population. Dans le Bas-Rhin, la tradition familiale joue chez les cheminots : les frères Beauvé, les Hoffmann père et fils, les frères Ritt (dont la mère fut membre fondatrice du parti et accueillit Mme ?? dans sa fuite hors d'Allemagne). Elle joue aussi aux Tanneries : tous militent à la société des Arts de France, où se retrouvent les Eberhart et les Gress. La famille Schott : le père Alfred, le fils, Emile, typographe, la petite fille Alice, secrétaire, tous militants de la Société des Arts populaires. La formation professionnelle joue un rôle plus important cependant : les écoles d'apprentissage au sein des entreprises, comme les établissements Junker (qui s'installèrent pendant l'occupation dans les anciennes usines Mathis) : dans cette entreprise de pointe, qui réparait les moteurs d'avion, la formation était de haut niveau. Il est à noter que les futurs dirigeants de la CGT Bas-Rhin y furent formés : Georges Martin, René Bauer, Charles Werling et Robert Christmann.

Dans le Haut-Rhin la situation est quelque peu différente. Le passage du statut de travailleur manœuvre à celui d'ouvrier est vécu comme une promotion. La tradition remonte à loin. Le père de Cécile Hugel avait choisi d'être ouvrier plutôt que tailleur comme son père après avoir rencontré les ouvriers allemands. Toute sa famille sera militante. Le phénomène « dynastique » est très visible chez les mineurs : les Hoffer, Hipp, Haffner, Hégy, Hugel. On le

retrouve chez les cheminots : les Schneider et les Uhmman. Il est renforcé par le fait que les militants habitent le plus souvent la même cité. Il ya plus d'instituteurs communistes dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin. Les intellectuels sont représentés dans le Bas-Rhin par des universitaires, des avocats. La mixité sociale est vécue comme un moyen d'accéder à une culture que l'école n'a pas donnée. Le professeur de médecine Louis Fruhling est considéré comme un « grand intellectuel » dont les militants ouvriers sont fiers. Sa disparition dans un accident d'avion donne lieu à des rumeurs d'attentat.

Les associations de loisirs, de sport et de musique jouent un rôle de catalyseur, de même que les mouvements de jeunesse. La sociabilité communiste produit une forme de contre-société. C'est un modèle de vie. Ce phénomène n'est pas propre aux seuls communistes. Les chrétiens fonctionnent sur le même mode de convivialité et d'organisation pratique.

La date et l'âge d'adhésion

Dans le Bas-Rhin on observe tantôt une première adhésion, au syndicat, tout de suite après l'apprentissage, au moment de l'entrée dans la vie active, tantôt une adhésion à la JC suivie de l'adhésion au parti, puis au syndicat. Dans le Haut-Rhin, la première adhésion est nettement syndicale. Il peut s'écouler plusieurs années avant l'adhésion au parti.

A partir de 1956 le parti communiste est très soucieux de connaître ses forces. Des statistiques apparaissent systématiquement dans les rapports des conférences fédérales. Elles renvoient aux catégories socio-professionnelles, à l'âge et à la date d'adhésion. Plus tard elles mentionneront aussi les fonctions dans les organisations de masse.

On note qu'en 1945, au moment de la reconstitution du parti, les comités fédéraux du 67 et du 68 comprennent une majorité de militants ayant adhéré au parti avant 1939. En 1948, il y a égalité de représentation entre eux et les nouveaux arrivés d'après 1945. On remarque que 3 militants seulement se réclament d'une adhésion dans la période 1939-1945 : Alphonse Boosz en 1942, (ce qui est plus symbolique que vraisemblable dans le contexte

de l'annexion de fait), et, à la fin de la guerre, Gautier Heumann (1944) et Georges Martin (1944). Paulette Fischer (1941), Hilda Gold (1940) sont des militantes qui ont adhéré pendant la Résistance, dans un département français. Dans le Haut-Rhin, personne ne se réclame d'une adhésion pendant l'annexion de fait. On observe ensuite un tournant important : en 1950, les « anciens » ont disparu des instances fédérales. Les nouveaux l'emportent aussi bien au Bureau fédéral qu'au Comité fédéral. Des anciens il ne restera que trois représentants jusqu'en 1968 : Rosenblatt, Mohn, et Sorgus.

Si l'on considère l'âge des « nouveaux », on remarque que ceux qui ont adhéré à partir de 1945 ne sont pas forcément des « jeunes ». Ils auraient pu adhérer cinq ans auparavant s'il n'y avait pas eu la guerre. Le rajeunissement des instances n'est donc pas spectaculaire. Cette promotion de cadres pose par contre deux questions : où est la génération précédente et quelle est la formation politique de ces nouveaux cadres du parti ?

La très faible présence de militants ayant adhéré dans les années 1930 (les frères Wencker en 1935 et 1937 pour le Bas-Rhin) est à mettre en relation avec la grave crise autonomiste que le parti a connue dès la fin des années 1920. Des militants qui avaient suivi Hueber et qui sont revenus ensuite au parti orthodoxe ne se sont pas vu confier de responsabilités fédérales par la suite. Que s'est-il passé moment du Front populaire ? Y a-t-il eu hésitation à adhérer au parti communiste ? La question est encore ouverte. Par ailleurs, les effets de l'annexion, de la guerre, de la répression nazie ont-ils fait vieillir avant l'heure les militants les plus exposés ? Ou bien encore, les conditions nouvelles de l'après-guerre exigeaient-elles des militants alsaciens d'être mieux maîtres de la langue française, ce que n'était pas la génération des fondateurs ?

Ceux qui adhèrent en 1945 sont pour la plupart passés par la JC avant la guerre. C'est le cas de Georges Martin. Quel type de formation ont-ils tiré ? Ils y avaient trouvé plutôt des cercles de jeunesse proches aux sorties et aux rencontres, dans le cadre de la contre-société que représentait alors le parti communiste. À quelques occasions, certains y avaient pratiqué l'agit-prop

(témoignage d'Irmgard Roeslin et de Cécile Hugel). Cela ne forme pas vraiment un militant. L'expérience familiale, dans les « dynasties » militantes aura-t-elle alors remplacé la formation politique ? Pour former les nouveaux cadres, l'accent est mis sur les écoles fédérales, dès 1947. Elles ont lieu tous les ans, durent un mois. Les militants prennent sur leurs vacances. La participation est nombreuse. Les cours couvrent la philosophie, l'histoire, l'économie et la géographie régionale. Ils sont donnés en allemand. Le relais est ensuite assuré par l'Université Nouvelle, qui en 1962 compte 18 centres dans le Bas-Rhin, tous ouvriers sauf un (celui de l'université).

La presse complète l'information et la formation des militants : les syndicats des grandes entreprises impriment un bulletin, les cellules aussi. Il en existe ainsi un très grand nombre. Ces bulletins sont rédigés en allemand et en français. C'est un double travail d'écriture.

Les rapports intergénérationnels

Gérer les rapports générationnels est difficile, parfois douloureux, voire impossible. La question de la langue est primordiale : les non-francophones sont remplacés par des militants qui maîtrisent à la fois l'alsacien et le français. À l'intérieur de l'entreprise ou de la cellule, on parle alsacien. Devant le patron et ses représentants il faut pouvoir s'affirmer en français. La question de la langue concerne donc d'abord les militants syndicaux. C'est seulement à la fin des années 60 que la question se règle. Tous les enfants sont passés par l'école française. La plupart ont même bénéficié de cours d'allemand dès l'école primaire. Mais dans les cellules de quartier, les vieux désertent les réunions qui se tiennent en français. Ils le disent amèrement : les jeunes et les Français de l'Intérieur ont « pris le pouvoir ». Alphonse Boosz ne dit guère autre chose quand il quitte volontairement le secrétariat fédéral du Bas-Rhin.

Dans le Haut-Rhin, la situation n'est pas tout à fait la même. Il y a le cas du délégué mineur Xavier Knecht, nommé commissaire de la République (sénateur) en 1946, qui se voit contraint de démissionner de son mandat parce qu'il a besoin d'un

interprète pour assister aux commissions, mais d'une façon générale, les Haut-Rhinois sont couramment francophones. On peut dire aussi que le bilinguisme de Cécile Hugel a favorisé sa désignation au secrétariat de la Fédération démocratique internationale des femmes, dont le siège était à Berlin-Est.

Les permanents

Un problème récurrent est celui de la carrière des cadres permanents. La rotation des cadres n'est possible que lorsque les camarades sont assurés de retourner dans la vie professionnelle sans trop de perte de qualification. C'est rare. Ainsi les cadres permanents sont-ils des jeunes qui vont vieillir dans les fonctions de secrétaire ou dans des responsabilités périphériques, faute de pouvoir revenir à la vie active dès lors qu'ils figurent sur la liste noire du patronat alsacien. C'est le cas de René Jeanvoine, qui, condamné à une très lourde amende pour avoir collé des affiches contre la guerre d'Algérie, devient gérant de la Librairie du Rhin (librairie du parti à Strasbourg), puis, après sa fermeture, permanent du parti. C'est vrai encore de Gilbert Hugel, qui devient permanent en 1965 et retrouve difficilement un emploi après vingt cinq ans passés au secrétariat du Bas-Rhin.

Les femmes

Il n'y a pas de chiffres concernant le nombre de femmes membres du parti. On constate que les femmes sont présentes dès 1945 dans les instances fédérales. Ce sont de jeunes et nouvelles adhérentes (mais où sont les vieilles ?). À partir de 1956, le parti s'intéresse aux statistiques mais les femmes n'apparaissent pas en tant que telles parce que les enquêtes renvoient aux catégories socio-professionnelles. Seules sont comptabilisées les « ménagères ». On y voit plus clair à partir du début des années 1960, où est créée une rubrique statistique spéciale « femmes » et où leur présence ou absence est notée à tous les échelons. Il y a deux femmes dans les bureaux fédéraux (sur un effectif variant entre 5 et 15 membres) et environ 5 dans les comités fédéraux (sur un effectif tournant autour de 35) : il n'y

a pas de représentation proportionnelle ni paritaire. Le Haut-Rhin a, à deux reprises, une représentante féminine au Comité central (Ote Schneider puis Cécile Hugel).

Plusieurs épisodes de tensions émaillent la vie des fédérations. A Strasbourg, les deux premières femmes élues au conseil municipal de 1945 ne résistent qu'à un mandat : Berthe Diebolt-Siefert a une charge de famille trop lourde, Suzanne Fath est exclue du parti pour divergence sur l'enseignement de l'allemand. La dirigeante de l'UFF, Alice Karcher, est mise sur la touche en 1959 pour s'être opposée au secrétaire fédéral tout puissant, Alphonse Boosz. Celle qui lui succède échappe de peu au même sort : Rose Zipfel se révèle être une femme de poigne, derrière son aspect plus frêle. Elle fait part, dès la conférence fédérale de mai 1959, de ses réflexions sur le moyen d'amener les femmes à l'engagement politique et demande que les militantes soient pour cela déchargées des tâches politiques du parti. Pierre Villon, représentant du Comité central qui assiste aux travaux, écrit dans son rapport : « Je n'ai pas relevé cette erreur pour ne pas l'écraser, sachant combien nos camarades alsaciennes peuvent être susceptibles » (Archives Bobigny 261 J 27/72). Les femmes sont considérées comme incapables d'analyse juste les concernant. La parti paiera assez cher après 1968 son aveuglement sur ces questions, par la désaffection des militantes et par le fossé qui se creusera avec les féministes plus émancipées et plus revendicatives. Plus éduquées aussi.

La double casquette

Dès le milieu des années 30, le cumul des responsabilités syndicales et politiques à un haut niveau avait été interdit. Dans les secrétariats fédéraux du PC, on ne trouve donc pas de responsable CGT, sauf dans des circonstances exceptionnelles : Koessler (responsable CGT-Bâtiment) dans le Bas-Rhin, de 1962 à 1964, et Eugène Haffner (secrétaire CGT des mineurs), dans le Haut-Rhin, de 1956 à 1957, juste après l'exclusion du secrétaire fédéral Siegler et pendant un an seulement, le temps de lui trouver un remplaçant.

Les bureaux fédéraux du parti n'ont

jamais plus de trois ou quatre responsables CGT. Pour le Bas-Rhin, on relève Joseph Mohn, puis Georges Martin (secrétariat UD du Bas-Rhin), et les secrétaires des plus grosses sections syndicales (un cheminot, Albert Erb, Charles Werling, Charles Beauvé, Bechdolff ou Roth selon les années et un docker, Stengel). Mais à partir de 1966, il n'y a plus que Georges Martin au bureau fédéral du parti du Bas-Rhin. Dans le Haut-Rhin, on relève la présence d'Eugène Haffner (secrétaire des mineurs de potasse) avant 1956 puis celle de Lucien Hugel (secrétaire UD CGT) ainsi que trois représentants des secteurs les plus ouvriers (Lion pour les syndicats de la fonction publique, René Philipp pour le textile, Paul Svec pour la métallurgie, Léon Tinelli pour les mines de potasse). Après 1965, il ne reste que trois responsables CGT (Grad pour les fonctionnaires, Rémy Fisch pour les mines, Gilbert Muré pour la métallurgie).

Les comités fédéraux ne comprennent qu'environ 5 syndicalistes (sur 30-35 membres) pour le Bas-Rhin et environ 6 pour le Haut-Rhin. En d'autres termes, la représentation syndicale CGT oscille ainsi entre 25 et 20% des membres des instances fédérales du parti.

Il y a par contre des passerelles entre les deux organisations, pour les permanents, en particulier dans les périodes de difficultés financières. Ainsi la trajectoire personnelle de Georges Martin est celle d'un métallo qui devient correspondant de *l'Humanité d'Alsace et de Lorraine* au lendemain de la guerre, puis revient à la métallurgie pour devenir secrétaire de l'USTM. Il devient ensuite secrétaire de l'UD du Bas-Rhin. La trajectoire d'Alphonse Siess est inverse : il est d'abord à l'UD, puis passe à *l'Huma*, revient à l'UD et la quitte au moment de l'élection de Martin. Dans le Haut-Rhin on relève la trajectoire personnelle de Lucien Hugel, secrétaire des mineurs à l'UD, qui renonce à l'activité syndicale pour devenir correspondant de *l'Humanité* (de Paris) à Berlin pour suivre son épouse puis revient en France pour devenir secrétaire régional de la CGT, et termine sa carrière à la confédération, chargé des relations avec l'Allemagne. Cécile Hugel, son épouse, est d'abord une militante du textile, puis une responsable de l'UFF, puis secrétaire de la Fédéra-

tion internationale démocratique des femmes à Berlin, puis permanente auprès du comité central du parti, à Paris. Rémy Fisch est d'abord permanent de l'UD (mines) puis collaborateur de Francis Wurtz, député européen.

Il y a même des moments de conflit ouvert, surtout dans les années 50. Le premier se situe à l'occasion de la manifestation anti-Ridgway, en 1952. Mohn, dans le Bas-Rhin, proteste énergiquement en comité fédéral contre cette grève politique, qu'aucun syndicat alsacien ne suit. La même année, dans le Haut-Rhin, le camarade Paul Svec est suspendu du comité fédéral et du parti pour n'avoir pas fait grève dans son entreprise, alors que la CGT ne lui reproche rien, parce qu'il était arrivé dans l'entreprise quelques jours avant l'annonce de la grève et appartenait à une unité où personne n'avait bougé. Cette forme de sanction est mal vécue par les militants syndicalistes. Au moment du procès de Bordeaux, un conflit surgit chez les cheminots de Bischheim, qui contestent la décision de la CGT de suivre la position nationale du PC au sujet des Alsaciens auteurs du massacre d'Oradour-sur-Glane. La section syndicale est-elle sur le point de faire sécession ? La position des cheminots est en fait tacitement soutenue par une partie de la base du parti et la ligne politique nationale risque fort d'être contestée. La CGT fait intervenir Tourne-main, qui a bien du mal à suivre les débats en alsacien. Le secrétaire de la section CGT cheminots de Bischheim, Albert Erb démissionne de ses fonctions à la CGT. Il est exclu du parti, puis, deux ans après, de la CGT, pour un autre motif.

Un conflit larvé oppose le secrétaire régional de la CGT Joseph Mohn à tous les secrétaires fédéraux successifs du parti. Il trouve Rosenblatt et Heumann trop russophiles. Il leur reproche de vouloir politiser les actions syndicales. Inversement, les secrétaires du parti le jugent « petit bourgeois ». Alphonse Boosz n'hésite pas à écrire dans un rapport au CC de 1962 que le secrétaire syndical « tue les cadres au lieu de les former ».

La présence de syndicalistes de premier plan dans les instance politique du PCF ne signifie donc pas pour autant que la courroie de transmission fonctionne effectivement.

La rotation des cadres

La rotation des cadres s'explique par la fatigue engendrée par les tâches militantes mais aussi par les accidents du travail, encore très nombreux dans la période et qui invalident plusieurs militants. Mais plus que toutes ces considérations, ce qu'il faut retenir, c'est l'ordre des priorités que font les militants syndicaux dans les instances fédérales. Le parti cherche à attirer les meilleurs militants syndicaux pour en faire des cadres politiques, mais les militants en question ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, le plus souvent, le syndicat prime. Ils lui consacrent leur temps et leur énergie et ne sont pas disponibles pour assumer des tâches politiques supplémentaires. Les envoyés du Comité central ne cessent de se plaindre : les bons militants syndicaux restent au syndicat, font acte de présence au comité fédéral du parti et, parfois, ne viennent même pas régulièrement aux réunions. Les commentaires lors des propositions de renouvellement des candidatures sont souvent du genre : dit qu'il préfère aller à la pêche dans ses rares moments libres, préfère s'occuper de l'équipe de foot locale, dit qu'il est trop fatigué. Les militants syndicaux se réfugient ainsi dans l'absentéisme. De toute façon la gestion de leur emploi du temps militant leur impose de faire des choix. Ce qu'exprime cette attitude de relatif retrait des militants syndicaux dans les instances partisans, c'est un intérêt plus marqué pour les luttes concrètes dans les entreprises, payées par la reconnaissance des pairs, des camarades de la base et un moindre goût pour les positions globalisantes et toujours minoritaires en Alsace. Le parti sert de contre-société. Les attentes ne sont pas les mêmes.

Françoise Olivier-Utard

Trajectoires militantes PSU en Alsace

J'ai pu contacter directement (ou disposer d'éléments de réponse publiés) 9 anciens membres du PSU, Parti Socialiste Unifié, dont il faut rappeler l'existence brève mais dense. Fondé en 1960 (un certain nombre d'événements, cette année et en 2011, rappellent d'ailleurs le cinquantenaire de sa fondation) et auto-dissous en 1990, le PSU a tenu une place non négligeable dans le paysage politique et social français, donc aussi alsacien.

Les 9 réponses qui suivent se répartissent en éléments d'itinéraire personnel (trajectoire avant, pendant et après la « période PSU » ; connexions ; mobilisations, campagnes, conflits, interventions au titre du PSU)

A. Données statistiques

Hommes : 7 Femmes : 2
Cette disproportion traduit, d'une certaine façon, un paradoxe : la sensibilité féministe était très vite présente au PSU, pourtant les cadres fondateurs et dirigeants restaient majoritairement masculins. Il est vrai que ce n'était que le lointain début de la parité en marche.

Années de naissance : entre 1921 et 1958. Difficile d'imaginer plus jeune (GA a adhéré à 17 ans).

Présence au PSU de 3 à 17 années.
Moyenne : 9,3 ; médiane : 9

Origine géographique :

5 Alsace, 3 Lorraine, 1 Franche Comté

Origine sociale :

ouvriers : 5
fonctionnaire : 1
inconnue : 3

Formation professionnelle

Bac + au moins 2 : 7
directrice services municipaux
cadre entreprise, puis chef de travaux lycée technique
attachée SNCF puis professeur des écoles
secrétariat général CUS
fonctionnaire cadre A impôts

cabinet conseil collectivités locales¹
professeur
Grande variété, pas que des enseignants (Parti socialiste universitaire!)

Bac : 1
contrôleur Poste*

Ecole primaire : 1
ouvrier puis salarié associatif

B. Éléments d'itinéraire personnel

G. A.

Année de naissance : 1958
Présence au PSU de 1975 à ?
Origine sociale et géographique : Haut-Rhin. Famille modeste
Formation professionnelle et formation militante :
Sciences Po Strasbourg
Trajectoire (avant et après la « période » PSU)
Mairie de Lutterbach, Moselle,
1984 : chef de cabinet H. Bouchardeau, ministre de l'environnement
1989 : dir. adjointe services généraux mairie de Strasbourg
2001 : Lyon, développement durable.
2002 : Responsable de « Dialogue en humanité » avec P. Viveret
Connexions (loisirs, culture, religion, international) :
international : voir ci-dessus
Grandes mobilisations, campagnes, conflits, interventions au titre du PSU :
Environnement, solidarité Tiers-Monde

R. P.

Année de naissance : 1940
Présence au PSU de 1981 à 1984
Origine sociale et géographique : famille ouvrière, Montbéliard
Formation professionnelle et formation militante : Bac+2, chef de travaux, puis enseignant en Lycée technique
Trajectoire (avant et après la « période » PSU)
Défense du vieux Schillick, GM, d'où conseiller municipal (1977-1983) gauche plurielle
SGEN depuis 1981
Connexions (loisirs, culture, reli-

¹ Les fonctions électives semblent jouer un rôle plus important que la carrière professionnelle

gion, international) :
milieu d'origine = protestant
Grandes mobilisations, campagnes,
conflits, interventions au titre du
PSU :
Congrès 1981; Solidarnosc

L. R.

Année de naissance : 1952
Présence au PSU de 1981 à 1985
Origine sociale et géographique :
Strasbourg; famille ouvrière, 9
enfants
Formation professionnelle et forma-
tion militante : attachée SNCF, pro-
motion interne; concours externe,
enseignement
lecture presse de gauche
formation groupe femmes
Trajectoire (avant et après la
« période » PSU)
lutte contre l'UNI
centre social V. Hugo
bibliothèque pour enfants; alphabé-
tisation;
Connexions (loisirs, culture, reli-
gion, international) :
catho de gauche, JEC 1966 à 1970,
influence de prêtres-ouvriers
voyage en RDA, abonné involontaire
à presse de propagande
Grandes mobilisations, campagnes,
conflits, interventions au titre du
PSU :
campagne municipale socialiste
Strasbourg
présentation publique du PSU

Ar. J.

Année de naissance : 1950
Présence au PSU de 1973 à 1979
Origine sociale et géographique :
Moselle; famille : mineurs bassin
houiller.
Formation professionnelle et forma-
tion militante :
Licence droit et DES Sciences Po,
Strasbourg
Trajectoire (avant et après la
« période » PSU)
Secrétariat général Strasbourg et
CUS (Pflimlin)
comités de quartier
1986-1992 : élu Conseiller régional
1988 : élu Conseiller général et réélu
depuis
1997 : député suppléant de C. Traut-
mann, puis député
2002 et 2007 : réélu député
Connexions (loisirs, culture, reli-
gion, international) :
Grandes mobilisations, campagnes,

conflits, interventions au titre du
PSU :
Secrétaire fédéral PSU 67; incarcéré,
Cour de sûreté de l'Etat (comité de
soldats) voir R.M.

R.M.

Année de naissance : 1946
Présence au PSU de 1973 à 1979
Origine sociale et géographique :
Strasbourg
Formation professionnelle et forma-
tion militante :
Bac +3
fonctionnaire catégorie A
Trajectoire (avant et après la
« période » PSU)
CFDT de 1974 à 1989, dont perman-
ent de 1979 à 1989.
Connexions (loisirs, culture, reli-
gion, international) :
lecture, musique, cinéma, théâtre
Grandes mobilisations, campagnes,
conflits, interventions au titre du
PSU :
inculpé pour soutien aux comités de
soldats (1975/1976)

Al. J.

Année de naissance : 1956
Présence au PSU de ? à ?
Origine sociale et géographique :
Formation professionnelle et forma-
tion militante : cabinet de conseil
aux collectivités locales
Trajectoire (avant et après la
« période » PSU)
co-auteur de « Le nucléaire contre
l'Alsace » « Les enjeux de l'immigra-
tion turque en Europe » « Tomber la
frontière »
CARDEK ; Alter Alsace Energies;
directeur régional FAS; réseau
« Alsace sans OGM »; président de
l'ORIV ; CA de CUS habitat; Objec-
tif climat; association de lutte contre
les discriminations en Alsace; Verts,
candidat aux législatives 2007;
adjoint au maire Strasbourg (urba-
nisme) depuis 2008
Connexions (loisirs, culture, reli-
gion, international) : solidarité in-
ternationale
Grandes mobilisations, campagnes,
conflits, interventions au titre du
PSU : écologie; associations de quar-
tiers; défense des immigrés

P. B.

Année de naissance : 1936
Présence au PSU de 1967 à 1984
Origine sociale et géographique :
Alsace. Père fonctionnaire, mère,
sans profession
Formation professionnelle et for-
mation militante : études d'anglais.
Professeur 1962-1997
Trajectoire (avant et après la
« période » PSU)
JEC, FFEC (Féd. Française des étu-
diants catholiques) (1952-1960)
UNEF (1955-1960)
SNES, puis SGEN (1960-2008)
LDH depuis 1977, pdt section Stras-
bourg (1980-1988), délégué Alsace
(2004-2008), représentant FIDH au
Conseil de l'Europe (1981-2008)
Connexions : loisirs : musique
(chant choral, musique ancienne,
organisations de concerts)
culture : responsable association
défense du patrimoine,
religion : voir ci-dessus, abonné TC
international : FIDH
Grandes mobilisations, campagnes,
conflits, interventions au titre du
PSU : section de Vendôme 41100
(1967-1977) : secrétaire fédéral
adjoint 41. Mai 1968, soutien à des
grèves d'entreprises, assises du so-
cialisme (1974), section de Stras-
bourg (1977-1984)

J.-C. W.

Année de naissance 1945
Présence au PSU de 1967 à 1983
Origine sociale et géographique :
Marmoutier. Père : menuisier,
paysan
Formation professionnelle et for-
mation militante : bac scientifique.
PTT : contrôleur
Trajectoire (avant et après la
« période » PSU)
Mouvement associatif : gymnas-
tique, théâtre alsacien, office muni-
cipal des sports
CFDT
Marmoutier : conseiller municipa-
l, 1^{er} adjoint (1977-1989), maire
depuis 1994
PS
Connexions (loisirs, culture, reli-
gion, international) :
responsabilités dans des associa-
tions laïques (voir ci-dessus), pas les
mouvements catholiques
Grandes mobilisations, campagnes,
conflits, interventions au titre du
PSU :
Comité de soldats; grèves PTT; so-

cialisme municipal (logements....)

R. S.

1921 – 1987

Présence au PSU de 1960 à 1974

Origine sociale et géographique :

famille prolétarienne Strasbourg

Formation professionnelle et formation

militante : usine en Allemagne;

assurance maladie; interné Schirmeck;

CAF;

Trajectoire (avant et après la

« période » PSU)

CFTC; RPF jusqu'en 51; APF;

délégué CE CAF; Jardins populaires;

UGS, puis PSU; ARES; Uss'm

Follik; PS en 1974

Connexions (loisirs, culture, religion,

international....) :

Grandes mobilisations, campagnes,

conflits, interventions au titre du

PSU :

Mai 1968; candidat PSU législatives

en 1968

Pierre Boulay

La JOC et la JOCF en Alsace jusqu'en 1945

La JOC en Alsace présente quelques particularités qui en font un cas par rapport à la JOC nationale. La principale de ces particularités est la langue, puisque le bulletin qui sert d'organe à la JOC, *Arbeiterjugend*, est rédigé en allemand jusqu'à la guerre. Les Jocistes alsaciens eux-mêmes considéraient que la « situation régionale » nécessitait des ajustements qui n'étaient pas que linguistiques. Dans le recueil de témoignages qui nous sert de source principale, la référence à cette situation particulière semble avoir différentes significations, que l'on peut regrouper sous le vocable de « mentalité », malgré les préventions justifiées à l'égard de cette catégorie fourre-tout : l'histoire et ses héritages, dont la position du patronat, et des employeurs en général, la relation ville/campagne, les attitudes face à l'école, etc. et la perception par le prisme régional de ce qui venait de Paris.

Les débuts de la JOC en Belgique

La JOC fut créée en Belgique, en 1925 par un prêtre, Joseph Cardijn (1882–1965) ; issu du milieu ouvrier, il travaille dans les années qui précèdent la 1^{re} Guerre mondiale avec de jeunes ouvriers, et rassemble pendant la guerre, lors de séjours en prison, les éléments de méthode qui seront publiés en 1925 dans le Manuel de la JOC . La constitution de ce mouvement de la jeunesse ouvrière catholique est à voir dans le cadre de la relance de l'action catholique par le pape Pie XI après 1918 ; les laïcs regroupés en association doivent participer à la christianisation de la société, sous la direction du clergé. Le mouvement s'intitule d'abord « Jeunesse Syndicale Chrétienne », pour devenir après abandon de la mention syndicale, « Jeunesse Ouvrière Chrétienne ». L'objectif de Cardijn est une organisation d'Action catholique qui regroupe la masse des jeunes travailleurs¹,

1 De Wissembourg à Sélestat 50 ans de la JOC. Témoignages recueillis par Charles Dillinger (à l'occasion du 50^e anniversaire de la JOC en 1978). Supplément aux *Equipes sociales de*

il s'adresse dès sa création aux filles autant qu'aux garçons. La hiérarchie catholique belge voyait avec inquiétude un mouvement d'action catholique spécialisée, qui risquait de provoquer une scission au sein de la démocratie chrétienne ; cette réserve du clergé est une constante, elle sera également un obstacle en Alsace. Le fait que Cardijn soit reçu par Pie XI en 1925 donna au mouvement un argument de propagande qui lui fut profitable. La JOC commença à s'étendre, d'abord en France, à partir de 1926-27 ; en 1935, le mouvement était présent dans 25 pays. En 1929, le pape Pie XI qualifia la JOC de « type achevé de l'action catholique ». La méthode et la doctrine du mouvement reposent sur la jonction entre la formation religieuse, sociale et morale des jeunes travailleurs et l'action militante dans le milieu de travail. Une certaine forme de syndicalisme se combine avec l'action catholique, et s'exprime dans la défense des intérêts des jeunes travailleurs. Cette défense repose sur la dignité des ouvriers en tant qu'« enfants de Dieu ». ² L'objectif est de rendre les jeunes travailleurs « fiers de leur condition sociale » ; le travail est valorisé comme collaboration à l'œuvre créatrice de Dieu, selon le modèle de « Jésus Christ ouvrier », — une formule courante dans les témoignages alsaciens. L'action sociale et l'apostolat vont donc de pair pour une mission de re-christianisation du monde ouvrier.

L'implantation de la JOC en Alsace

Les principes, la méthode et les objectifs de Cardijn sont repris par la JOC française, en 1926 à Clichy et pour les filles en 1928 à Courbevoie. Le lien est le journal de la JOC belge, *La jeunesse ouvrière*, ainsi que le Bulletin du dirigeant, et le Manuel de la JOC. Il y a donc un transfert d'expérience et une base commune avec la JOC belge, qui permettent à la JOC de s'étendre rapidement dans les centres industriels, de Lille à Toulouse. Pendant les années de consolidation, des manifestations nationales, « Conseil national » en

France, p. 16.

2 Cf. De Wissembourg., p. 16.

1929, « Congrès national » en 1930, pèlerinage à Rome en 1931, lui assurent une visibilité, en même temps que la méthode de travail est adaptée au cadre français.

C'est au début des années 1930 qu'a lieu l'implantation de la JOC en Alsace. Pour situer le catholicisme en Alsace dans cette période de l'entre-deux-guerres, l'image de « forteresse assiégée »³ paraît convenir. Les raisons en sont complexes ; rappelons l'existence de structures sociales et religieuses spécifiques à l'Alsace (prolétariat catholique, patronat et grosse paysannerie protestantes, urbains/ruraux, etc.), la situation politique des années 1920 et 1930, et l'histoire propre à l'ancien Reichsland en ce qui concerne l'évolution scolaire et la laïcité. L'apostolat des laïcs en Alsace était un héritage allemand ; les catholiques alsaciens connaissaient les *Kolpingsvereine* (associations de jeunes travailleurs portant le nom de leur fondateur, Adolph Kolping⁴), les *Sozialvereine* (associations à but « social » essentiellement caritatif⁵), les *Volksvereine*⁶. ; il existait en Alsace une action catholique des jeunes gens, au niveau paroissial, les *Jünglingsvereine* (Cercles de jeunes gens). Dans les années 1920 fut créé le *Elsässischer Katholikenbund* (Union des catholiques d'Alsace). Ces mouvements d'action catholique étaient dirigés par le clergé, et bénéficiaient en Alsace d'une légitimité qui leur permettait d'organiser des manifestations publiques.

Les débuts de la JOC en Alsace

C'est l'évêque de Strasbourg en personne, Mgr Ruch, qui incite son

clergé à tenter l'expérience de la JOC ; il doit vaincre les réticences de curés qui tiennent à garder la haute main sur leurs Cercles de jeunes gens, si bien que c'est finalement un jésuite de Reims, Louis de Bailliencourt, qui fait connaître la JOC à quelques garçons, dont Charles Arbogast ; à partir de là, un embryon de mouvement se développe, qui prend forme à partir de 1933/34, avec un secrétariat au 27 rue des Juifs, un aumônier, Jules Billing, des actions de « propagande » et de formation des militants par des membres du secrétariat général qui se déplacent en Alsace. Le mouvement existe réellement à partir de 1934, quand on lie des « affiliations » de jocistes, par le mouvement national, d'abord dans le Haut-Rhin.

Les structures se construisent peu à peu, selon le même dispositif que sur le plan national : réunions d'équipes, conseil fédéral, journées d'étude, semaines d'étude, rédaction d'un journal, *Arbeiterjugend*, et de bulletins de liaison pour les dirigeants. Le journal, mensuel, de 8 pages, parfois 12, paraît depuis avril 1934 jusqu'en juillet 1939 ; il a pour rédacteur en chef René Weiss et pour illustrateur Gabriel Robin. Le nombre d'exemplaires passe de 3 000 en 1934 à 10 000 en 1936 et à 30 000 en 1938, ce qui donne une bonne indication sur la popularité grandissante du mouvement. La vente du journal faisait évidemment partie de l'activité des militants ; ils faisaient les sorties de messe, et quadrillaient les quartiers ouvriers, les cités SNCF, les banlieues, avec un succès variable.

La JOCF se constitue de son côté à partir de 1931. Elle s'adressait aux ouvrières et aux employées, et en outre aux employées de maison.

En 1937, l'implantation était considérée comme réussie : pour préparer le X^e anniversaire de la JOC en France, les sections alsaciennes organisèrent un grand meeting en avril 1937 à Strasbourg, au théâtre de l'Union, en présence de représentants nationaux. Le quotidien *Der Elsässer* du 30 novembre 1936 rend compte d'une « manifestation impressionnante »⁷. Bien que la mixité soit loin d'être admise partout à l'époque, la coopération entre JOC et JOCF semble être la règle — du moins est-ce le cas

à l'occasion de ce meeting, où des dirigeantes prennent la parole à côté de leurs homologues masculins.

Qui joue un rôle à ce stade ? Des ecclésiastiques, Mgr Ruch, l'abbé Jules Billing, le jésuite Louis de Bailliencourt. Parmi les militants les noms le plus souvent mentionnés sont ceux de Charles Arbogast (qui a une notice dans le Maitron), François Picard, Jean Poppen, Emile Engel, Charles Dillinger, René Weiss pour le journal... chez les filles, Marie Grasser, Alice Walter.

Devises, doctrine et méthode

La devise aussi bien que la méthode sont reprises de Cardijn. Avec la devise est « Pour eux, entre eux et par eux », il s'agit d'affirmer l'autonomie de la jeunesse par rapport aux adultes, et aux institutions dirigées par des adultes. Par rapport au cléricisme qui caractérise les Cercles de jeunes gens et l'action catholique organisée dans les paroisses et au niveau diocésain, qui encadrait les jeunes pour le sport, la chorale, le théâtre, les loisirs (le modèle de cette forme d'encadrement est l'« Avant-Garde du Rhin »), la JOC se démarque, puisque les jeunes y assurent eux-mêmes l'ensemble des responsabilités, depuis la rédaction du journal jusqu'à l'animation des semaines d'étude. La devise semble ne pas avoir eu la même importance pour les filles de la JOCF, dont la devise « Fièvre, pure, joyeuse et conquérante », reflétait la polarisation sur leur futur rôle d'épouse et de mère (si possible de famille nombreuse).

La mission de re-christianisation de l'Alsace à laquelle la JOC et la JOCF consacrent leurs efforts s'exprime dans différents mots d'ordre, qui signalent une conception du monde et de la société en rupture avec la modernité de l'entre-deux-guerres, et qui est dans la continuité de la morale que propageaient les autres mouvements catholiques. Contre « le vice », la débauche et l'immoralité sur le lieu de travail (plaisanteries grivoises, fréquentation des cafés, mœurs dissolues), il fallait propager les « bonnes lectures » et les « saines distractions » ; contre la dégradation de la famille, propager l'image de familles nombreuses, avec des enfants éduqués par des mères au foyer, des mères capables de gérer un budget ; contre l'influence

3 Appliquée par l'historien de l'Allemagne Joseph Rovau au catholicisme allemand.

4 Adolph Kolping (1813-1865), prêtre, Cologne, vicaire des *Gesellenvereine* (assoc. de compagnons), qu'il regroupe en fédération « *Kolpingwerk* ».

5 Catherine Maurer, *Le modèle allemand de la charité. La Caritas de Guillaume II à Hitler*. Presses Universitaires de Strasbourg 1999 (coll. Les mondes germaniques)

6 *Katholische Volksvereine*, réunis en ligue : *Volksverein für das katholische Deutschland*, en 1890. Cf. Sandrine Kott, *Éléments pour une histoire sociale et culturelle de la religion en Allemagne au XIX^e siècle*, sur CAIRN.

7 *De Wissembourg...*, p. 57 note .

pernicieuse des idéologies matérialistes (les « rouges » dans les témoignages), insister sur la pratique religieuse. Sans être « clérical », au sens classique d'une soumission au clergé, et de l'intervention de celui-ci dans la gestion de l'association, le positionnement de la JOC témoigne d'une grande piété « filiale », d'une totale soumission à l'égard de l'Église catholique et de ses institutions. Cela se reflète dans les témoignages et les traces des grèves de 1936, où la JOC associe deux discours, l'un de solidarité avec les mouvements sociaux, l'autre de distance à l'égard des partis de gauche. Solidaire, la JOC soutient les mesures qui défendent les jeunes travailleurs (lois sur la durée du travail, sur la sécurité au travail, sur la propreté des lieux de travail, sur les cantines, etc.), et la défense de salaires décents. L'idéal de la JOC est l'épanouissement du jeune travailleur dans un environnement débarrassé aussi bien de l'exploitation capitaliste que des dégradations morales.⁸ La JOC a un lien évident avec le syndicalisme chrétien; bien qu'elle se veuille apolitique, les liens avec les partis chrétiens, UPR puis MRP, sont nombreux. Un exemple : Joseph Klock, secrétaire général de la CFTC en Alsace, participe aux manifestations de la JOC.

Il faudra étudier la constellation des associations populaires familiales et la proximité éventuelle avec Paul Gemähling (1883-1962), président avant la 1^{re} Guerre mondiale de la Ligue française pour le relèvement de la moralité publique, et animateur de la Ligue pour la vie fondée en 1913 (dont la revue était *La nouvelle journée*, en 1914). Gemähling occupe à partir de 1919 une chaire d'économie politique à l'Université de Strasbourg, il anime le groupement Pro Familia, et fonde la première école du service sociale à Strasbourg⁹.

La méthode, que Cardijn a formalisée dans son Manuel, repose que le triptyque « Voir – juger – agir ». La base en est l'enquête, sur des thèmes choisis en fonction de leur actualité dans le milieu ouvrier. En 1936, c'est « la jeunesse et la crise » ; les militants notaient dans le « carnet

du militant » leurs observations et leurs réflexions, et les partageaient au cours de cercles d'étude hebdomadaires. Des sessions d'étude régionales annuelles assuraient la formation doctrinale économique, sociale. Concernant la doctrine, en dehors des encycliques sociales (*Rerum novarum* de Léon XVIII, 1891, sur la condition des travailleurs ; *Quadragesimo anno* 1931, de Pie XI sur la restauration de l'ordre social ; *Divine redemptoris* de 1937, de Pie XI, sur le communisme athée), ils disposaient des *Cahiers du confédéréncier*, édités par la Direction des œuvres diocésaines, où l'on retrouve l'abbé Billing, aumônier de la JOC.

Un volet de la méthode est le travail pratique, sous la forme de « services », dont l'objet est déterminé en fonction des besoins repérés par les militants. L'ouvrage qui sert ici de source énumère la liste suivante pour la fin des années 1930¹⁰ :

la centrale de loisirs ; en 1937, la JOC et d'autres organisations catholiques mettent sur pied « la Centrale alsacienne des Loisirs », dont le siège est 27 rue des Juifs, avec 4 types d'activité : éducation populaire, activité sportive, excursions, randonnées et voyages, et enfin approfondissement de la formation religieuse. La centrale publie pour les vacances 1938 un guide diocésain des loisirs ; le service de placement commun à la JOCF et au syndicat féminin ; le service d'épargne et les cours d'économie familiale ; la bibliothèque ; le service de vêtements et d'entraide ; le service des malades ; le service des soldats¹¹.

1939-1945

Pour finir, une indication sommaire sur la période de la guerre. En 1940, après l'armistice, les jocistes se répartissent en deux groupes : les uns restent dans leur ville d'accueil en tant que réfugiés, les autres retournent en Alsace. A Lyon, des dirigeants fédéraux se regroupent autour de Théo Braun qui a participé à des manifestations de la JOC en Alsace avant guerre. Les Jocistes

rentrés en Alsace après l'armistice reprennent leurs activités, jusqu'à ce que la JOC soit interdite en 1941. Ils brûlent alors les archives et les documents, et continuent une activité clandestine, sous la forme de « Bibelstunden ». Malgré ces précautions, plusieurs garçons sont arrêtés et accusés de travail clandestin pour la JOC : Antoine Bertrand, qui passe 6 mois au camp de Schirmeck, Georges Roessler d'Oberbronn et Emile Boehm. En 1945, c'est Théo Braun qui est chargé par des instances nationales de relancer la JOC puis la CFTC en Alsace.

Monique Mombert

⁸ *Ibid.*, p. 57.

⁹ Cf. Notice d'André Caudron dans le *Maitron*.

¹⁰ *De Wissembourg...*, p. 67.

¹¹ *Ibid.*, p. 69 : ce « service » est mis en place par Charles Arbogast.

Colloque

Colloque Paris
(BNF et Centre Malher)
mardi 7 et mercredi 8 décembre
2010

La sociobiographie des militants : autour des chantiers du Maitron

Colloque organisé par le Centre
d'histoire sociale du XX^e siècle,
Cultures et sociétés urbaines et
le soutien de l'Association des
Amis du Maitron et des Éditions
de l'Atelier

Mardi 7 décembre
Bibliothèque nationale
de France, petit auditorium

9h. Accueil

**9h30. Hommage à Jean
Maitron (1910-1987)** à
l'occasion du 100^e anniver-
saire de sa naissance et **présen-
tation du colloque** par **Claude
Pennetier**, directeur du Maitron.
**Présentation du tome 6 du
Maitron** (50^e de la série française)
par **Bernard Stéphan**, directeur
des Éditions de l'Atelier.

**10h15-12h45. Chantiers
biographiques : territoires et
événement**
**Présidence : Léon Strauss
François Prigent**,
*Prosopographie des militants
syndicaux et politiques en Bretagne
(1940-1968)*
Robert Mencherini, *Identités
professionnelles et spécificités
méridionales dans l'analyse socio-
biographique*
Françoise OlivierUtard,
*Trajectoires alsaciennes dans les
années trente - années soixante*
Jean Pierre Besse, *Gaullistes,
communistes, socialistes...: mourir
pour un engagement pendant
l'Occupation*

**14h-18h. De « L'homme
communiste » au « sujet
stalinien »**
**Présidence : José Gotovitch et
Serge Wolikow**
Bernard Pudal, introduction
Brigitte Studer, *Penser le sujet
stalinien*
Catherine Depretto, *Les études*

sur la « Soviet Subjectivity »
Ioanna Cirstocéa, *Récits autobio-
graphiques de la cooptation et de
l'adhésion des femmes au Parti
communiste roumain (1945-1960).*

**Claude Pennetier, Bernard
Pudal**, *La biocratie dans le monde
communiste*

Paul Boulland, *Sociobiographies
des cadres communistes : au
croisement entre vies militantes et
logiques partidaires (1944-1968)*
Isabelle Gouarné, *La biographie
collective des intellectuels philoso-
vétiques dans l'entredeuxguerres
(le marxisme en France)*

Mercredi 8 décembre
Amphithéâtre Malher.

9h. Chantiers biographiques : biographies collectives et sociobiographies « indivi- duelles »

Présidence : Antoine Prost
Eric Belouet, *La « diaspora »
jociste (1927/1968)*

Eric Nadaud, *Les socialistes
de gauche unitaires : itinéraires
militants, de la tendance Bataille
socialiste de la SFIO des années
1930 au progressisme des années
1950*

Morin Gilles, *Les élus départe-
mentaux dans un parti en déclin, la
SFIO des années soixante et le PS
des années soixantedix*

11h - 12h45. Biographie individuelle et sociobiographie.

Présidence et présentation :
Bernard Pudal

Frank Georgi, *Eugène Descamps
et les acteurs du passage de la
CFTC à la CFDT.*

René Gallissot, *Peut-on écrire
une biographie historique ? (à
propos de Curiel)*

Annette Wiewiorcka, *Biographie
de couple, biographie de dirigeants
(à propos du couple Thorez)*

14h30-17h. La biographie collective, enjeux d'édition et de méthode

Présidence : Michel Pigenet
Christophe Le Digol, *La proso-
pographie, enjeux de méthode*
Bruno Groppo, *Les dictionnaires
biographiques du mouvement
ouvrier, analyse comparée d'un
genre « scientifique »*

Kevin Morgan, *Multiplicité et/
ou multiplicité? Regards compa-
ratifs sur la biographie collective
du communisme britannique*

Christine Bard, *La biographie
collective dans les recherches
féministes*
Débats et conclusions

17h. Remise du Prix Maitron
Buffet offert par l'UNSA

AU MOMENT DU COLLOQUE
paraît, sous forme de
cédérom, une nouvelle version
du *Dictionnaire biographique des
kominterniens*.

Le cédérom présente près de 800
biographies de kominterniens
belges, français, luxembourgeois,
suisses et de cadres de l'appareil
central du Komintern. Ce diction-
naire a été réalisé sous la direction
de José Gotovitch (ULB Bruxelles)
et Claude Pennetier (CNRS/Paris
I, CHS), avec Sylvain Boulouque
(France), Michel Dreyfus (France),
Peter Huber (Suisse), Brigitte Studer
(Suisse), Mikhaïl Narinski (Russie),
Mikhaïl Pantéleiev (Russie), Henri
Wehenkel (Luxembourg), Serge
Wolikow (France).

Cette édition du *Dictionnaire biogra-
phique des militants du Komintern
pour la Belgique, la France, le
Luxembourg et la Suisse (2001)*
reprend et amplifie le champ saisi
par la première version tout en
apportant des modifications signi-
ficatives à de nombreuses notices
parues précédemment.

Depuis 2001, les recherches se
sont poursuivies, à la fois dans
les archives du RGASPI à Moscou
ainsi que dans les différents pays
concernés. De nouveaux travaux
universitaires ont approfondi la
connaissance des mondes commu-
nistes ainsi que l'histoire de l'Inter-
nationale, comme l'indique Serge
Wolikow dans le balayage historio-
graphique publié dans l'ouvrage
attendant (*L'internationale commu-
niste 1919/1943. Le Komintern ou
le rêve déchu du parti mondial de
la Révolution*, Éditions de l'Atelier).
À la faveur de ces travaux, des
militants ont été révélés, ou mieux
éclairés, ce qui a permis de tracer
des biographies plus nourries. Et
surtout, le choix du CD a permis
l'extension à la fois du champ
d'exploration et aussi l'allongement
des notices.

José Gotovitch

Adresses

Présidente

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
folivier@unistra.fr

Secrétaire

Jacques Ernewein
3, rue des Balayeurs
67000 Strasbourg
03 88 36 66 35

Trésorier

Jean-Pierre Hirsch
23, rue de Scherlenheim
67270 Hochfelden
03 88 91 76 40
jp_hirsch@aliceads.fr

Gérante de la publication

Françoise Olivier-Utard

Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg
pierreroesch@free.fr

Site Maitron

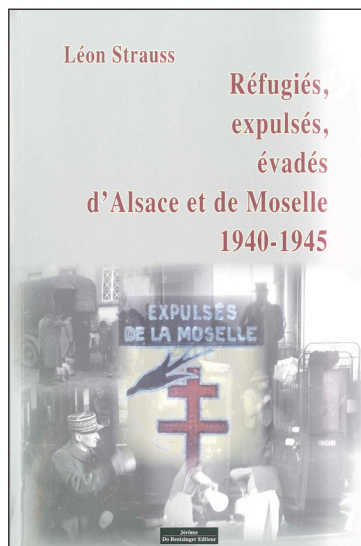
www.maitron.org

Agenda

Présentation d'ouvrage

Lundi 13 décembre 2010 — 17 h 30

Librairie Kléber — Salle blanche
Strasbourg



Léon Strauss

Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle (1940-1945)

Jérôme Do Bentzinger, éditeur, 360 pages

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à Almémos, 18 rue de l'Observatoire, 67000 Strasbourg

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 20 euros
— 40 euros pour les personnes morales.

Date

Signature
